



# Carpații

Depósito legal: M. 8.137-1958.

Director: Aron Cotruș + REVISTA DE CULTURA SI ACTIUNE ROMANEASCA IN EXIL Redactor: Tralan Popescu

## MEMORANDUM

DIFUNDIDO POR LAS ASOCIACIONES RUMANAS DE EXILIADOS

**SOBRE LA CONFERENCIA EUROPEA PARA DERECHOS HUMANOS Y SEGURIDAD  
MADRID, SEPTIEMBRE - NOVIEMBRE 1980**

Una vez finalizada la segunda guerra mundial, Europa está debatiéndose en un ambiente de inseguridad continua y ascendente. Los innumerables encuentros celebrados entre las grandes potencias, dentro o fuera del marco de las Naciones Unidas, bi o multilaterales, o bien entre los dos bloques, no lograron restablecer la tranquilidad, el orden y la seguridad en el Continente. En estas circunstancias, los gobiernos de la Europa libre, Estados Unidos y Canadá accedieron a la propuesta de la Unión Soviética y de los países del Pacto de Varsovia para convocar una conferencia a alto nivel de todos los países europeos de un lado y del otro del así llamado «Telón de Aceros», con el fin de eliminar el clima de inseguridad dominante en el Continente.

La primera reunión de esta Conferencia de Seguridad Europea, de cooperación también, más tarde, a nivel de ministros de Asuntos Exteriores, finalizó en el año 1973, mientras que el acta final fue firmada apenas en el 1975. Examinado este documento, constatamos que desde el punto de vista de seguridad europea no se ha dado ningún paso adelante y, por otro lado, que la Unión Soviética obtuvo una gran victoria, hacia tiempo esperada: la sanción del statu quo territorial europeo, es decir, de todas las conquistas realizadas en la última fase de la segunda guerra mundial. El «Telón de Aceros» fue institucionalizado y llegó a ser «ipso facto» inmutable e intangible. Salvo algunos párrafos ambiguamente expresados sobre los derechos humanos, intercambios culturales, reunión de las familias separadas, etc., el Occidente no recibió a cambio de esta inmensa capitulación compensación alguna. Pasando por alto el hecho de que las vagas obligaciones aceptadas por la Unión Soviética no son penalizadas y dependen única y exclusivamente de su propio beneplácito y del de los países satélites, ningún instrumento de control o supervisión en la materia fueron previstos.

No llegó a secarse bien la tinta del Acta Final de Helsinki, y por doquier, en las cancellerías europeas y americanas, empezaron a llegar las quejas denunciando el modo en el que se aplicaban por los go-

biernos de la órbita comunista las obligaciones de la citada Acta. No es para asombrarse si dos años después de finalizar los trabajos, en el momento de la firma del Acta, la euforia inicial se había desvanecido.

La segunda Conferencia se celebró en Belgrado en 1977. No sólo no se llegó a ninguna solución, sino que las relaciones entre los dos bloques llegaron en un momento dado al borde de la ruptura de la Conferencia. Además, para la Unión Soviética esta segunda fase, que tenía el papel de hacer un balance de las realizaciones de la primera Conferencia, no presentaba ninguna importancia. Había obtenido ya lo que deseaba: la institucionalización del «Telón de Aceros». El único objeto de los debates lo constituía el problema de los «derechos humanos», y la Unión Soviética y los países de su órbita, vulnerables en este dominio, bajo el pretexto de que esta actitud de los occidentales constituía una injerencia en los asuntos internos de los países orientales, no hicieron más que sabotear y hasta amenazar con la retirada de la Conferencia.

Nos hallamos ahora ante el umbral de la tercera Conferencia de Seguridad europea, conferencia que se desarrolla en un marco de circunstancias críticas para Europa y para la humanidad generalmente. Nos permitimos llamar la atención a los Gobiernos participantes sobre el error fundamental de procedimiento ocurrido en las dos Conferencias anteriores. Lo que se examinó fueron los aspectos de la crisis de inseguridad reinante en Europa, es decir, unos efectos! no se estudiaron, sin embargo, las causas de dicha crisis, tal y como se procede en todos los sectores de la vida, empezando por la salud y terminando con la economía. Existen una serie de causas internas específicas para cada país en parte y que pueden explicar en cierta medida el climax actual de inseguridad. Estas causas, mediante una acción de gobierno sabia y popular, a condición de que no existan implicaciones externas y de que no estén mantenidas y teleguiadas desde fuera, pueden ser evitadas. Hay que contar, sin embargo, con una serie de causas externas que supe-







les affaires intérieures, n'ont fait que saboter systématiquement les travaux, allant jusqu'à la menace de retirer leur délégations de la Conférence.

Nous trouvons maintenant à la veille de la troisième Conférence de Sécurité européenne, Conférence qui se déroule dans un conjoncture très critique pour l'Europe et pour l'Humanité entière. A cette occasion nous nous permettons d'attirer l'attention des Gouvernements participants sur l'erreur fondamentale du procédé employé dans les deux Conférences antérieures. Ce qu'on examina furent les aspects de la crise d'insécurité européenne, c'est à dire des conséquences, mais on ne procéda pas à l'étude des causes de la crise (comme on procède dans tous les secteurs de la vie, commençant par la santé et finissant par l'économie). Il y a une série de causes internes de chaque pays, qui peuvent expliquer en certain mesure, le climat d'insécurité. Ces causes peuvent être évitées ou éliminées moyennant l'action d'un Gouvernement sage et populaire, mais à condition qu'il n'existe pas d'implications extérieures, qu'elles ne soient pas mainteues et téléquidées de l'étranger. Ce sont ces causes qui, selon notre opinion, devrait constituer l'objet d'étude et de préoccupation de la Conférence. Ces causes et d'autres dépassent la capacité et les possibilités d'un Gouvernement de les contrôler et supprimer. La cause principale, *causa causarum*, qui trouble la paix et la tranquillité du Continent est la permanente pression de l'impérialisme soviétique. L'Union Soviétique a crée un gigantesque appareil militaire qui se trouve uniquement au service de cet impérialisme insatiable. A côté de ces forces militaires, l'Union Soviétique dispose d'une armée invisible, de toute une série d'organisations, et d'une masse d'agents infiltrés dans le Monde libre, qui servent à provoquer partout des désordres, des troubles sociaux, des révolutions, coups d'état, guerres civiles, etc., etc. On ne peut rien espérer tant qu'on n'éliminera pas la cause principale de l'insécurité, aussi bien en Europe que dans le reste du Monde. Eliminant les causes on élimine nécessairement les effets. Au cas où cette Conférence réunie à Madrid, déciderait suivre cette voie, son premier objectif devrait être le rétablissement des droits de liberté sans limitations extérieures. L'Union Soviétique devrait consentir à se retirer à l'intérieur de ses frontières, éliminant ainsi la permanente menace qu'elle représente pour les peuples occupés ou dominés par elle, et leur restituer le droit de décider librement leur sort, de choisir librement le régime qu'ils désirent. C'est une flagrante aberration que de prétendre lutter pour les droits de l'homme, tandis que les Nations sous l'oppression des Soviets ne jouissent pas d'une li-

berté totale, de leurs propres droits. Personne ne peut exercer ses «droits de l'homme» dans des pays qui se trouvent dans un état d'esclavage moderne. Les rebellions de l'Europe Orientale (Berlin - 1954, Budapest - 1956, Prague - 1968, Pologne - 1980, et d'autres), démontrent que l'impérialisme soviétique, comme tout autre impérialisme, ne peut survivre à la volonté des peuples de reconquérir leur indépendance et leurs libertés.

Le moyen le plus simple et efficace pour arriver à l'émancipation des peuples de l'Europe orientale, en évitant les troubles et le déclenchement de passions sanglantes, serait l'organisation d'élections totalement libres dans tous ces pays, élections que devraient consacrer la présence de toutes les forces nationales et politiques. Pour assurer leur déroulement normal, ces élections devraient être contrôlées et supervisées par l'Organisation des Nations Unies ou par cette Conférence même, à laquelle on devrait concéder des pouvoirs discrétionnaires à ce sujet. C'est seulement dans ces conditions que la Sécurité du Continent pourrait être rétablie; c'est seulement à ce moment que les pays européens pourraient vraiment coopérer et «donner un contenu au Continent». Si non, dans les actuelles conditions de la vie politique et économique, au niveau plus bas dans les pays opprimés de l'Est, la vie même de l'opresseur pourrait se trouver en danger.

Le premier pas à donner pour arriver à cette solution salvatrice pour les destinées de l'Europe c'est l'abolition des accords secrets et aberrants signés par les grandes Puissances à Téhéran et Yalta à la fin de la seconde guerre mondiale, cause directe de l'insécurité et de toutes les tragédies dont est victime le Continent et tout spécialement les pays de l'Est européen. Ces honteux accords que partagent l'Europe en zones d'occupation et en zones d'influence, sont les vrais responsables des souffrances, des humiliations et privations — inimaginables des peuples qui ont eu le mauvais sort de tomber dans l'aire de l'Union Soviétique. Une résolution réclamant l'abolition de ces traités a été adoptée par le Congrès international de W. A. C. L. qui a eu lieu à Genève du 24 au 27 juillet 1980.

Nous présentons ce MEMORANDUM au nom des ASSOCIATIONS ROUMANES DE L'EXIL, dans l'espoir que Dieu veuille bien éclairer la conscience des participants à cette Conférence, pour adopter l'unique solution salvatrice pour l'Europe, celle de restituer aux peuples subjugués de l'Est, la liberté et le droit de forger leurs propres vies selon leur propre volonté.

A. D. 1980. Octobre.

## MEMORANDUM

Since World War Second the situation in Europe is tense and insecurity is constantly growing. Many meetings have been held between the Great Powers, in the United Nations or out of its fields, bilateral or multilateral, or even between the two «Blocks». None of them has been able to bring tranquility, order or security to this Continent. In these circumstances the Governments of the free part of Europe, of the United States and Canada accepted the Soviet Union and other members of the Warsaw Pact proposition to call in a Conference at the

highest level, all the European countries aiming to eliminate the state of insecurity which prevails in the Continent.

The first Conference of European Security (later of Cooperation too) took place in Helsinki, at Foreign Ministers level, and ended in 1973. The Final Act was signed only in 1975. Analysing this document, we can immediately draw two conclusions. One: there was absolutely no progress concerning European security. Two: the Soviet Union obtained the great and for a long time

awaited victory, that is the recognition of the territorial *statu-quo* in Europe; in other words, the ratification of all soviet conquests achieved by the end of World War Second. The «Iron Curtain» was institutionalized. It cannot be moved now, no modification is possible. Except some paragraph with ambiguous formulations referring to human rights, cultural exchanges, integration of families a. s. o., the West has not obtained any compensation for its concessions. We must also draw the attention to the fact that the vague obligations accepted by the Soviet are not enforced by any penalization, and depend only and exclusively on the good will of the Soviet Union and her satellites; no means of control whatsoever have been provided.

The ink of the Final Act in Helsinki had not yet dried, when complaints streamed in, denouncing the way the decisions contained in the Final Act were applied by the Communist governments. Anyway, by the time the Helsinki Act was signed —two years after the end of the discussions— the initial euphoria had vanished.

The second conference took place in Belgrad, in 1977. No solution was obtained and the relations between the two «Blocks» nearly reached a braking point. Anyway, for the Soviet Union, this second conference was only aimed at making a balance of the first conference and had little value in itself. The Soviets had obtained what they wanted: the institutionalization of the Iron Curtain. The only problems in debate were those connected to the «Human Rights». The Soviet Union and the countries of her sphere of influence, being extremely vulnerable in this matter, sabotaged the Conference by threatening to withdraw, arguing that the Human Rights were used by the Western Powers to interfere in the internal affairs of the Eastern countries.

We now are on the eve of the third Conference of European Security, which starts in extremely critical circumstances for Europe and for Humanity in general. We dare call the attention of the participating governments that in the two previous conferences, a fundamental error of procedure was committed. Only the aspects of the security crisis in Europe were analysed, but not its causes which should have been investigated from the beginning in all their extension.

There are a series of specific causes for each country, able —to a certain extent— to explain the actual state of insecurity in Europe. We believe that these causes can be handled by intelligent and democratic management of public affairs as long as there are no external factors acting directly or un directly upon them. When such factors exist, they generally exceed the possibility of one government to act upon them and should be included in the subjects to be examined by the Conference as a matter of greatest concern.

In fact, the permanent threat to European security is the continuous pressure of Soviet Imperialism carried out not only through the gigantic military machine it has forged, but also through an invisible army of infiltrated agents which foment in all nations and at all levels of the Free World: confusion, disturbances, social agitation in all its forms, revolutions and civil wars.

Only by removing the primary cause of insecurity and precariousness in Europe, a solution can be

reached. If the Conference in Madrid is decided to tackle this primary cause, then the first step should be the *reestablishment of the Nations Rights*. The Soviet Union must accept to retreat to her own frontiers, to withdraw her troops from the occupied Nations and allow these Nations to choose freely their own form of government. It is not sufficient, and could even prove in the long run to be useless, to fight for human rights as long as the Nations in which these humans are living have not the right to be free. Nobody can actually enjoy the fundamental human rights in countries dominated by a modern form of slavery. The insurrections in Eastern Europe (Berlin 1953, Budapest 1956, Prague 1967, Poland 1980) are a prove that The Soviet Imperialism cannot be accepted by these Nations, which will never give up their right to be free.

The correct and most efficient way to liberate the people of Eastern Europe are free elections in all those countries, with representation of all political tendencies, organized and supervised by the United Nations, or by the Conference of European Security itself, entrusted with special powers. Only then will security prevail again. Only then all European countries will really be able to cooperate. In the present unbearable political, social and economical conditions, not only the existence of the oppressed nations is endangered, but even the life of the oppressor himself.

To be able to carry out the above mentioned free elections, it is first necessary to abrogate the agreements signed in Teheran and Yalta between the great Powers at the end of World War Second. These were the origin of the actual European tragedy. These aberrant agreements established the partition of Europe in zones of influence and areas of occupation. These agreements are responsible for the state of insecurity which prevails in Europe since 35 years and for the sufferings, humiliations and poverty of all Nations which were doomed to fall into the area of the Soviet oppression.

We forward this memorandum in the name of the Romanian Associations in Exile with the hope that God might enlighten the minds and open the hearts of the participants at this Conference to the only thoroughly conclusive and possible decision: that of giving back to the Romanian people and to all the peoples which are in the same situation, the liberty and the right to shape their life in accordance with their own will.





# MEMORIUL

DIFUZAT DE  
ASOCIAȚIILE ROMANEȘTI DIN EXIL ȘI COMUNITATEA ROMANILOR  
DIN SPANIA

ASUPRA CONFERINȚEI DE SECURITATE EUROPEANĂ - MADRID



**D**UPA sfârșitul celui de-al doilea război mondial, Europa se sbate într-o atmosferă de continuă și crescândă nesiguranță. Nenumăratele întâlniri politice ce au avut loc între marile puteri, în cadrul Națiunilor Unite sau în afara înaltului for, bilaterale sau multilaterale, sau între cele două blocuri, nu au reușit să restabilească liniștea, ordinea și siguranța pe Continent. În aceste circumstanțe Guvernele din Europa liberă, Statele Unite și Canada, au acceptat propunerea Uniunii Sovietice și a țărilor din Pactul Varșoviei de a se convoca o Conferință de înalt nivel a tuturor țărilor europene și a Statelor Unite și Canadei, cu scopul de a pune capăt atmosferei de nesiguranță ce domina în Europa posibila.

Prima reuniune a acestei Conferințe de Securitate Europeană — mai târziu și de cooperare — la nivel de Miniștri de Afaceri Străine, s'a terminat în anul 1973, iar Actul final a fost semnat de puterile participante în 1975 la Helsinki. Examinând acest document, constatăm că din punct de vedere «securitate europeană», nu s'a făcut niciun pas înainte și că Uniunea Sovietică a obținut o răsunătoare victorie, de mult și cu ardore dorită; sancționarea statu-quo-ului teritorial european, adică a tuturor cuceririlor făcute în ultima fază a războiului mondial. Așa numita Cortină de fier, a fost instituționalizată, a devenit eo ipso immutabilă și intangibilă. Afara de câteva paragrafe exprimate ambigui asupra drepturilor omului, schimbării culturale, întregirea familiilor, etc., etc., Occidentul nu a obținut nici-o satisfacție pentru această imensă cedare. Lăsăm la o parte faptul că vagile obligații acceptate de Uniunea Sovietică, nu au fost penalizate și că aplicarea lor depinde de bunăvoința acestuia sau a Țărilor de dincolo de Cortina de fier. Nu s'a prevăzut niciun instrument de control sau supraveghere în materie.

Nici nu s'a uscat bine cerneala de pe Actul Final dela Helsinki, și pretutindeni, în cancelariile europene și americane, au început să curgă plângerile denunțând modul în care obligațiile consimțite prin acest document sunt aplicate de către autoritățile Țărilor din orbita sovietică. Dealtminteri chiar în momentul semnării Actului Final, doi ani mai târziu după terminarea lucrărilor Conferinței, euforia inițială se spulberase și Occidentul începuse să-și dea seama de cursa în care căzuse. Dar mitul «destinului cu orice preț» era în joc.

A doua Conferință a avut loc la Belgrad în 1977. Aci nu numai că nu s'a ajuns la niciun rezultat, dar raporturile între cele două blocuri s'au găsit la un moment dat pe marginea rușii. Dealtfel pentru Uniunea Sovietică această a doua fază a Conferinței, care avea rolul să facă un bilanț al realizărilor punctelor din prima Conferință, nu mai prezenta decât o importanță minoră. Obținuse cel puțin: instituționalizarea Cortinei de fier. Sigura problemă în discuție erau «Drepturile omului». Ori Uniunea Sovietică și Țările din orbita ei, fiind vulnerabile în acest sector, au sabotat sistematic

debaterile până la amenințarea cu retragerea din Conferință, sub pretextul că această atitudine occidentală constituie o ingerință în afacerile interne a Țărilor din Răsăritul Europei.

Ne aflăm acum în pragul celei de a treia Conferințe de Securitate Europeană, care se desfășoară în împrejurări extrem de critice pentru Europa și pentru Umanitate în general.

Cu această ocazie ne îngăduim să atragem atenția Guvernelor participante, că în cele două Conferințe anterioare s'a săvârșit o eroare fundamentală de procedură. S'au examinat aspectele crizei de nesiguranță ce domnește în Europa, adică niște afecte, dar nu s'au examinat cauzele scetei crize, așa cum se procedează în toate sectoarele vieții, începând cu sănătatea și terminând cu economia.

Există o serie de cauze interne, specifice fiecărei țări, cari pot explica într-o anumită măsură climatul actual de nesiguranță. Acestea printr-o guvernare înțeleaptă pot fi înlăturate, dacă nu au implicații exterioare, dacă nu sunt susținute și teleguidate din afara frontierelor. Există însă o serie de cauze exterioare care depășesc capacitatea și posibilitățile unui Guvern.

Aceste cauze, după parerea noastră, trebuie să formeze obiect de examen, studiu și preocupare a Conferinței de Securitate europeană. Cauza principală — cauza causerum — care turbură pacea și liniștea Continentului, este permanența presiunii a imperialismului sovietic. Uniunea Sovietică și-a creiat un aparat militar uriaș pe care îl pune în slujba acestui nesățios imperialism. Paralel cu gigantesca forță militară, Uniunea Sovietică dispune de o armată invizibilă, de o masă de agenți infiltrați în toată lumea liberă, cu ajutorul cărora provoacă pretutindeni desordini, neliniște, turburări sociale, revoluții, războaie civile, etc., etc. Câte vreme cauza principală a nesiguranței din Europa, ca și din restul Lumii, nu va fi înlăturată, nimic nu se poate spera. Eliminând cauzele, dispar automat efectele, într'un cuvânt nesiguranța... În cazul că înaltul for reunit la Madrid va încerca acest drum, atunci primul obiectiv va trebui să-l constituie restabilirea principiului drepturilor Națiunilor. Uniunea Sovietică trebuie să consimtă să se retragă în frontierele sale firești, să-și retragă trupele ce amenință permanent Țările de ea dominate, să restituie acestora dreptul de a-și alege liber soarta și stăpânirea.

Este deadreptul fără rost să se lupte pentru drepturile omului atât timp cât Națiunile cari trăiesc sub opresiunea sovietică nu sunt libere. Nimeni nu poate exercita, nimeni nu se poate bucura de Drepturile Omului, în Națiunile ce se găsesc în robie. Revoltele din Europe răsăriteană: Berlin 1953, Budapesta 1956, Praga 1968, Polonia 1980, demonstrează că imperialismul sovietic, ca toate imperialismele, nu poate dăinui în fața voinței popoarelor și a reacțiunilor lor pentru a-și înlătura independența și libertățile.

Modul cel mai simplu pentru emanciparea popoarelor din Răsăritul Europei, fără sdruncinări sau

# DECE VIITORUL NU POATE FI COMUNIST

De VINTILA HORIA



**E**UȘOR să închei bilanțul adeziunii sau al opoziției intelectuale la comunism. Cei mai mari scriitori și gânditori ai secolului 20, chiar și cei care la început s'au arătat favorabili Uniunii Sovietice, au renegat după aceea această eroare a tinereții. În schimb sunt foarte puțini înamicii marxismului, care să fi trecut după aceea în rândurile lui. Cei care fug din spațiul sovietic sunt mult mai numeroși decât cei care îl aleg, ca să reducem problema la perspectiva ei cotidiană. Si dacă vreun romancier ca Huxley, a prezentat în culori înspăimântătoare viitorul unei lumi capitaliste, sunt cohoarte întregi care au profetizat cel mai funest viitor posterității, dacă și-ar propune ca bază societatea sovietică actuală. Majoritatea oamenilor, intelectuali sau nu, nu acceptă comunismul. În fond, de ce?

Cred că după șaptezeci de ani de decepții, cei care au trăit într'un asemenea regim și cei care-l privesc de departe, au putut să-și dea seama că două au fost greșelile fundamentale ale acestui regim, atât de perfect constituit sub formă de poliție ideologică. Dubla greșală deci, practică și filozofică, în primul rând pentru că nu-ți este permis să micșorezi și să umilești persoana umană, reducând-o la necesitățile ei economice și în al doilea rând, măcar promisiunile legate de pâinea zilnică trebuiau împlinite. Ultima grevă din Polonia demonstrează acest dublu eșec, pentru al abandona după aceea, pradă disperării materiale.

Nu știu dacă toți cititorii vor înțelege ceace vreau să spun. E greu să centrez, să contemple și să înțelegi din departe această dublă dramă. Nici un cetățean al Occidentului, nici chiar cine a trăit ultima dictatură a lui Somoza, nu poate să-și imagineze ce înseamnă o viață consumată în căutarea alimentelor, cărora trebuie să le dedici orele libere aproape în totalitatea lor, a face coadă înaintea măcelăriei de Stat, sau înaintea brutăriei, uneori fără rezultat pozitiv, sau ce înseamnă să pleci după cumpărături, gândindu-te la o mâncare de cartofi cu carne și să cinezi varză cu untdelemn, pentru că în acea zi piața nu avea posibilitatea de a oferi populației dintr-o anumită regiune, sau chiar din întreaga Țară, altceva decât varză, de proastă calitate bineînțeles și în cantități minime.

— să intri într-o librărie și să nu găsești nici o carte, afară de cele plăcute regimului și nici un ziar străin în afară de «l'Humanité», cărți și gazete tot atât de proaste ca și varza amintită, sau ce înseamnă să lupți ani de zile ca să obții un pașaport și să pleci în voiaj cu zece dolari — ca devize — în buzunar,

— să tremuri trecând prin fața milițianului din colț, sau pe dinaintea milițianului travestit în portar sau frizer,

— să gândești la un viitor fără alt fel de soluție decât cea prezentă, fără nici o speranță de schimbare, lumea fiind transformată într'un bloc static, orfan de surprize, condamnat să trăiască la infinit în propria-i plictiseală,

— să ai nevoie de o pereche de pantofi Nr. 40 și să te întorci acasă cu numărul 42 sau 38, pentru că

în acel interval de timp nu s'au fabricat alte numere decât cele amintite,

— să fii în așteptarea lamelor de ras, care se termină ziua următoare, sau a chibriturilor care se termină peste o săptămână,

— să visezi la o ciorbă de pește care de treizeci de ani a dispărut de pe piață și nu va reapare niciodată, pentru că Guvernul a dedicat peștele exportului,

— să conviețuiești în același casă cu lume neplăcută și să te întâlnești zilnic cu ea, în baia comună, în bucătăria comună sau chiar și în supă,

— să-ți dai seama că Țara, ca oricare alta din cele aflate în spațiul ocupat de comunism, a încetat de a mai avea scriitori, sculptori, pictori, compozitori și că cultura nu reprezintă esența caracteristică a unui popor, ci numai ceva relaționat cu norme dictate din afară de vreun politician incult și scris de vreun scriitor sau poet, fără alt talent decât abilitatea de a ridica în slăvi genialitatea celor care sunt la putere,

— să fii soldat, să invadezi țări vecine, să dărați orașe întregi, să omori și să torturezi mii de cetățeni liberi până atunci, al căror singur păcat este ambiția de a nu fi comuniști.

Umbra teribilă a unei utopii căzută în mâna unor sadici însetați de putere, a congelat aproape o duzină de națiuni producătoare, înainte de revoluția din 1917 și de ocupația din 1944-1945, nu numai de grâu și de alimente în abundență, ci și exportatoare de produse alimentare și chiar și de cultură autentică.

\*\*\*

Timp de șapte decade sovieticii au promis o reformă totală, a cărei realizare implica anumite sacrificii. Două generații au crezut în acea promisiune și au acceptat schimbarea, logic urmată de un viitor de glorie și progres. Dar în fața cantității de ani în timp trecuți înzadar și represiunilor cu care alți reformatori occidentali, abieți militari fără cultură câteodată și fără filosofie realizau, în mai puțin de o decadă îmbunătățiri spectaculare, fără a cere sacrificii, nici adevăruri, nici fanatism, lumea supusă teribilei inutilități a acelei promisiuni, a început să gândească în alt fel. Lipsa totală de încredere în viitorul comunist și de orice speranță în orice fel de viitor, provoacă reacțiuni greu de suferit după îndrăzneala manifestată de lucrătorii polonezi. Nici încercările de a-l înșela, nici poliția, nu vor izbăvi să oprească procesul deslănțuit la Dantzig.

\*\*\*

Dar mai e ceva.

Vreau să mă refer la o altă categorie de desperare, constituită din separația încercată de comuniști între prezent și trecut. Regi, principii, generali, scriitori (mă gândesc la atitudinea luată acum vreo zece ani de artiști spanioli telegidați de partid, față de Filip al II-lea și Regii Catolici), ale căror idei opere sau atitudini nu coincideau cu idealurile comuniste, au fost eliminați din actualitate. Danton și Robes-



pierre, da. Iudovic al XIV-lea sau Carol al V-lea, nu. Pentru a nu mai vorbi de sfinți sau de biserică în general. Sa ne gândim până la ce punct un preot contaminat de comunism, sau chiar un cardinal, ar putea urî pe Sfânta Teresa, sau pe Sfântul Ioan al Crucii, pe Sfânta Caterina din Siena sau pe Jeanne d'Arc. Ura împotriva trecutului, adică a ceace este mai bun din efortul pe care un popor a fost capabil să-l dea lumii, e o altă opreliște a ființei umane în fața comunismului. Nu e natural, nu începe în ordinea naturală a lucrurilor, să urăști până într-atât istoria, pentru că totul este istoria și a termina cu ea înseamnă a ne rupe de noi înșine, înstrăinându-ne în mijlocul haosului. Și asta e ceace vor ei. Să ne lase goi, maleabili, schimbători înaintea puterii absurde a utopiei. Va veni o zi când cineva va trebui să ne explice cum și pentru ce toate astea au fost și sunt încă posibile. Cum și pentru ce am fost obligați să trăim paradoxul cel mai crud și mai cretin, producător de gol, de violență de disperare? Ce păcat a avut să ispașească poporul rus, ca să cadă în infern acum șapte decenii, sau poporul român, sau cel polonez, sau cel lituan, de mai mult de trei? Pentru că, repet, de aici, e greu să înțelegi ce teribil a fost și este tot ce s'a întâmplat acolo.

Nimeni, în nici o carte, sau operă de teatru, în nici un film, n'a isbutit să zică ce s'a întâmplat acolo, în înspăimântătoare totalitate anti umană, nici chiar Soljenitsin, care a făcut imposibilul pentru a o spune.

\*\*\*

Inutilitatea giganticului efort întreprins cu scopul de a obține ceace s'a obținut până acum, adică să se trăiască mai rău decât înainte, reducând ființa omenescă la numere și statistici zoologice, va fi clocanul care sparge imperiul comunist, sau seceră care-l va tăia în bucăți. Omul nu poate trăi gândindu-se cât de inutil este el pe lume. Ființă umană, înainte de toate, e cineva înamorat de propria sa utilitate, moștenită din trecut și proiectată către viitor.

Pentru aceasta, odată demonstrat și ineficiența sistemului pericolul în proporțiile lui teribile, e greu de gândit că ar fi posibilă o continuare a comunismului dincolo de decada noastră, cu toate eforturile pe care stăpânii inutilului le vor face pentru a-l prelungi.

VINTILA HORIA

## POEME DIN INCHISORI

De R. CAHULEANU

### NE-A MAI RAMAS CEVA

Nu ne-a rămas pe rană nici un leac  
Suntem săraci ca legendarul Iov  
Înăl ne-au luat istoria veac cu veac  
Si ne-au scutpeț hrîsov după hrîsov.

Prin geografie au trecut călări  
Si depe hără ne-au furat păgâni  
Carpai înalți cu aur în spinări  
Si bărgane rumene de păini.

Flămânzi au fost ca haite de lupi  
Din trupul nostru ce-au voit au rupt,  
Ne-au stors lumina din livezi și stupi  
Si laptele din mame ni l-au supt.

Am sfîșiat cămășile de ln  
Să ne legăm pe undeam sîngerat  
Dar și acolo ni le-au rupt hain  
Si am stat sub rîni, am ars și-am cîngrenat.

Din paradisul nostru cald ne-au isgonit  
Adam și Eve pe-un pămînt bătrîn  
Nol n'am gustat din mărul părguit  
Dar șerpii țării l'am crecut la sân.

Suntem săraci dar tot ne-a mai rămas  
Din vechiul cer un heruvim de vis.  
Din cartea vieții ne-am făcut popas  
O filă care încă nu s'a scris.

Pe albul ei vom pune slove deci  
Dând noi abecedare vechii țări  
Aștepte dăz condeele în teci  
Si sîngele aștepte-n călmări.

### RUGA

Stăpâne! ne sîngerat, Domn al lumînii,  
Si-al voșniciei, împede Isuse  
Căre-ai primit pe frunte spinii  
Si cule-n mîinile-ți supuse.

Tu Domn al răstîgnirii și nvierii  
Care din cruce ț-ai făcut conuță  
Si răsarit din rînille tăcerii  
Si cîntec din osînda-ți fără vină.

Dă-ne-ncețarea Ta, dă-ne puterea  
Din clipe pironirii-n sîngerate  
Să ne primim și cuiele și fîerea  
Ca Tine-n marea Ta singurătate.

Cu mîna Ta ca borangicul lumii  
Din rîni oprește aștele fierbinte  
Inchide-n piepturi geamătul furtunii  
Sărut-ăi țării lacrimile sfînte.

Si sus pe crucea crîncenă pe care  
Stă neamul nostru răstîgnit, Tu scrie  
Isuse, un aprins inel de soare  
Ca semn al Inverii ce-o să vie.

Si spune morților din lut să nu blesteme  
Ci sub trifol, sub dămburi, sub seacă  
Să, ștepte pași Tăi umblînd prin țară  
Si semnul mîunilor ce vor aprinde stele.

Si spune morților de sub troițe sfînte  
Că ca veni cîndva o dimineată  
Cînd neamul n'treg va fulgera la viață  
Cîmencat prin sfinții din mormînte.

### CANALUL

Aici am plîns și-am sîngerat cu anii  
Sculpîndu-ne plămîni în țărînă  
Aici am logodit cu bolovanii  
Cîte-un picior uitat sau cîte-o mîna.

Pe-aceste văi și denluri dobrogene  
Am dat cu vecuri inapoi lumina  
Amare besme-am asternut pe gene  
Si le-am gestat în inimi rădăcina.

Istoria noastră cea din lacrimi torșă  
Va ține mînte sîntre fol va strînge  
Acest cîmplit Danubiu care varșă  
Pe trei guri apă și pe-ă patra sînge.

Iar cîntecele zmulse din robie  
Vor cînta în anii care vin  
În câmpie pe care le vom scrie  
O nouă strîlăcie — a Fontului Euxin.

## LES DROITS DE L'HOMME ET L'INDEPENDENCE DE LA NATION ROUMAINE



A notre époque, on en est arrivé à exalter jusqu'au paroxysme la notion de la LIBERTE et des DROITS. Problème essentiel et logique. Chacun veut qu'on respecte «sa liberté» et «ses droits», ce qui correspond en quelque sorte à une juste interprétation de la condition humaine au stade de notre civilisation.

Rien à redire, malgré les interprétations souvent extravagantes qui entourent la mise en pratique de ces attributs. On peut, cependant, leur réserver une certaine indulgence, car, dans les excès commis, il est plutôt question d'une façon de considérer la chose que de renier ou de refuser tout court son contenu. Car, dans ce dernier cas, quel que soit le mobile qu'on invoque, on se trouverait toujours devant un abus de pouvoir, une négation des lois naturelles et un mépris total de l'être humain.

Oeuvre de la civilisation européenne et chrétienne, ces prérogatives constituent l'apport le plus important de la pensée continentale, dont toute nation européenne peut s'enorgueillir. Par le simple fait d'appartenir à l'Europe, les nations de ce petit continent ont indéniablement contribué à la cristallisation de ces bienfaits de l'humanité. Il serait justement inadmissible qu'elles ne puissent en profiter autant que les autres.

Nous ne devons pas négliger de rappeler que ces termes, dans leur acception de notions définitives acquises dans les rapports entre Etats, ont permis à une foule de nations, de peuples et même de peuplades de gagner leur indépendance et leur souveraineté. Le principe de l'auto-détermination s'est montré efficace jusqu'au fond de l'Afrique Noire.

C'était l'application de règles devenues fondamentales dans la mentalité moderne et qui ne permettaient plus le paradoxe des impérialismes et des suprématies armées, au milieu d'un siècle épris de liberté et de respect envers «les droits» de l'individu. Idéalement, on assistait à la victoire d'un nouvel humanisme, où les aspirations des hommes et des peuples prenaient un tour prioritaire et impératif.

Sous l'emprise de ce concept général et séduisant, notre siècle a vu apparaître les coalitions les plus stupéfiantes et les rapprochements les plus anti-naturels que l'on puisse imaginer. Tout, pour que les hommes puissent s'affranchir d'un quelconque impérialisme ou pour qu'ils ne s'échouent pas entre les griffes d'une nouvelle tyrannie. On voulait régler une fois pour toutes le problème de la liberté de l'individu et de l'indépendance des peuples, qui pesait lourdement dans la balance de certains grands Etats.

Selon les promesses solennelles faites aux instants critiques d'une conflagration généralisée, on aurait pu espérer un résultat indiscutable. Et cependant, il y a eu une contradiction évidente entre le concept énoncé à grands fracas et les suites post-belliques qui devaient couronner la persistance des promesses.

### LES DROITS DE L'HOMME ET LE MONDE COMMUNISTE

Sans doute, on parle beaucoup des «droits de l'homme», celui-ci étant considéré dans son identité «d'être vivant et de sujet indépendant au milieu de l'organisme étatique. Tout le tintamarre actuel dans les milieux concernés tourne autour de la question de savoir si l'individu A ou il N'A PAS de liberté, assez de liberté, trop de liberté (conformément aux principes) dans certains pays tristement renommés par leur manque d'égard envers leurs citoyens. Louable effort et néanmoins excentrique par rapport au véritable problème de la LIBERTE HUMAINE. Parce que celui-ci ne doit pas être lié, dans les pays en cause, à la position de l'individu vis-à-vis du gouvernement, mais de l'individu par rapport à toute la nation.

Pour les nations momentanément tombées sous la férule d'un régime dictatorial et inhumain, la question de la liberté doit embrasser l'ensemble national et pas seulement le cas particulier de l'individu. Et cela pour deux raisons:

1. L'individu ne peut être, ni se sentir LIBRE, qu'au sein d'une NATION VERITABLEMENT LIBRE.

2. Toute liberté catégorielle porte en elle le cachet d'un privilège, d'une différenciation, qui nuit aux intérêts de l'ensemble national.

Or, nous constatons que la situation de l'individu n'est pas similaire des deux côtés du Rideau de Fer:

a) Du côté de l'Occident, l'individu constitue l'élément primordial et essentiel (même s'il est parfois, piétiné).

b) Du côté soviétique, l'individu n'est qu'un rouage dans le grand tout qui s'appelle «PARTI».

D'où des différences d'interprétation et d'emploi du terme «droits de l'homme»:

En Occident, une mentalité libérale au sujet du comportement humain. En URSS, une mentalité centralisatrice et autoritaire.

D'un côté, sacralisation des droits fondamentaux de l'homme. De l'autre, tous les droits de l'individu dans la dépendance des intérêts du parti et du système.

En Occident, l'individu peut manifester librement son opinion. En URSS, l'individu ne peut avoir aucune opinion personnelle.

Dans le monde libre, le gouvernement doit respecter les droits de l'individu. Dans le monde socialiste, le gouvernement ignore ces droits et ne tient compte que des droits du Parti.

D'un côté, tout écart par rapport aux volontés gouvernementales n'est qu'une divergence de vues ou un acte de protestation. Tandis que de l'autre côté, le moindre écart de la ligne du parti est considéré comme une trahison.

Dans le monde occidental, l'abus d'autorité peut être combattu ouvertement, par tous les moyens légaux mis à la disposition de l'individu. Dans le monde communiste, l'abus d'autorité est un acte courant, normal, dont personne ne peut faire cas.

Dans l'Occident, être libre signifie pouvoir voyager quand et où l'on veut — se syndicaliser con-



formément à ses convictions personnelles — organiser ou choisir une formation politique qui correspond à ses aspirations intimes — prier dans la langue et pour le Dieu de son choix — adopter et avouer n'importe quelle foi philosophique — enfin, pouvoir dire «NON» parce que la majorité dit «OUI» ou inversement.

Dans le monde concentrationnaire du communisme, toutes ces caractéristiques n'existent même pas virtuellement. Prohibées, interdites, poursuivies, elles constituent *également* les tendances les plus nuisibles pour l'accomplissement intégral de l'idéologie marxiste.

**IL Y A DONC UN ABIME ENTRE LES DEUX CONCEPTIONS DE L'HOMME ET DE SES DROITS.** Abime qui provoque une dichotomie totale entre la *manière de penser, d'apprécier et d'appliquer* le même terme dans l'intention d'uniformiser son usage.

Il y aura toujours une *dévi*ation de sens du côté soviétique, provoquée par sa conception particulière sur le rôle de l'individu dans la société, qui lui impose une subordination et une soumission aveugle au collectif, représenté toujours par le centralisme du parti.

Les tenants de sa conception collectiviste lui imposent une structure rigide et impitoyable envers les éléments constitutifs de sa structure socio-étatique. Le communisme, en tant qu'ordre politique, ne peut subsister (et moins encore, s'affirmer), sans cette étroitesse de conception dans sa vie interne.

Le socialisme, aussi scientifique qu'on le déclare, n'est qu'un pitoyable effort de réorganisation sociale et politique de la nation A L'AIDE DE METHODES DICTATORIALES, incompatibles avec la nature humaine. Tandis que l'évolution de l'humanité tend vers une *libération* de l'individu des entraves historiques ou de celles consacrées par un usage abusif.

La nature humaine tend tout naturellement vers cet affranchissement progressif, qui est une aspiration innée. La *mentalité esclaves* n'existe plus à notre époque, bien qu'il existe encore de nombreux esclaves. Les peuples les plus arriérés de l'Afrique ont déjà reçu leur statut d'hommes libres dans le sens occidental du mot, en dépit de leur mentalité encore profondément imbuée des tares ancestrales. C'est peut-être une méprise internationale, mais ce n'est pas une mauvaise chose! L'époque s'y prête et l'expérience peut être payante.

#### UN INDIVIDU LIBRE DANS UNE NATION LIBRE

Néanmoins, il est insensé de concevoir une application boiteuse du concept de la liberté, paradoxalement limitée aux droits de l'homme, sans tenir aucun compte, au préalable, du fait que la nation pour laquelle on exige les droits de ses membres pourrait être effectivement libre, ou bien **ESCLAVE D'UNE QUELCONQUE DOMINATION**. La liberté, pour être réelle et efficace, doit avoir un caractère intégral: **UN INDIVIDU LIBRE DANS UNE NATION LIBRE.**

Ainsi, les droits de l'homme, pour avoir une chance de se voir respecter, doivent être complétés par la reconnaissance des **DROITS DE LA NATION**, faute de quoi il n'y aurait qu'affirmations mensongères et irréalisables.

De l'autre côté du Rideau de Fer règne l'ANTI-LIBERTE, la négation de l'homme, en tant qu'élément primordial de la société et entité spirituelle. C'est le retour à la barbarie, au principe du plus fort et de l'annulation du droit. L'homme perd ses attributs spécifiques et imprescriptibles. Devant le Parti, ce monstre sacré, représenté par une poignée d'autocrates décidés à maintenir leur emprise par n'importe quel moyen, l'homme doit se prosterner et obéir... Et les moyens ne manquent pas pour y parvenir! Faire fi des prérogatives de l'être humain, l'écraser, l'humilier, n'en sont que les moindres.

C'est d'ailleurs pour cela que les païs du monde communiste peuvent se permettre le luxe de lâcher (parcimonieusement bien entendu) quelques libertés à des individus isolés (les fameux dissidents), inoffensifs par leur nombre. Cette *«magnanimité»* leur confère l'aureole de la compréhension et laisse croire à une libéralisation politique, en réalité inexistante.

#### PEUPLES ESCLAVES

On parle aussi beaucoup du «**DROIT DES GENS**», concept vu cependant par un prisme déformant, qui ne permet que partiellement l'application de son contenu.

Par une interprétation trompeuse, on l'a réduit à sa signification la plus étroite, celle de droit appliqué **PAR ET POUR** les groupements minoritaires et révolutionnaires. Avec, tout de même une nuance significative: ce droit des gens ne peut jamais être soulevé ou invoqué par **LES DIZAINES DE PEUPLES QUI SE MEURENT SOUS L'EMPRISE MARXISTE DANS L'EMPIRE SOVIETIQUE.**

La situation est aggravée par l'inqualifiable distorsion donnée au sens propre de ce «**droit des gens**». Les gouvernements occidentaux, heureux de se tirer d'affaire à si bon compte, feignent d'ignorer que le terme «**DROIT DES GENS**» signifie en réalité **DROIT DES NATIONS.**

Négliger le sens propre en faveur d'une interprétation moins significative et parallèlement, moins explosive, fait actuellement partie de l'attitude dite «*réaliste*». On omet pourtant que de tels subterfuges ne font qu'aggraver la tension et déprécier un concept séculaire. Résultat de la crainte, d'un calcul sordide ou tout simplement de l'indifférence, ses conséquences sont tout aussi déplorables pour la vie internationale et les relations qui en découlent.

Sous le signe de la **FAUSSE DETENTE** qui s'ensuit, on proclame d'office toutes les nations, *quel que soit le régime politique qui tient les rênes du pouvoir*, comme **LIBRES, INDEPENDANTES ET SOUVERAINES.**

Et le tour est joué! Comme suite, on noue des relations d'ordre économique et culturel avec les gouvernements en place, laissant de côté l'*illégitimité* du régime, la *tyrannie* exercée à l'égard de la nation, les objections et les protestations des masses, le manque total de liberté et de droits, la *négligence* des normes élémentaires de vie en société organisée.

Or, renier le droit des nations à la liberté, à l'indépendance et à la souveraineté, c'est **FAIRE FI DE LA DROITURE ET DE L'EQUITE QUI DOIVENT GUIDER TOUT ETAT Digne DE CE NOM!**

#### L'ABANDON DE L'EUROPE ORIENTALE

Dans la conjoncture créée après la deuxième guerre mondiale, tout laisse entendre que les suites imposées à la partie orientale de l'Europe **AVAIENT ETE DECIDEES PAR AVANCE.**

Sous les pressions cyniques des Soviétiques et dans une philosophie de l'indifférence de la part des Occidentaux, on a pu assister à l'acte inqualifiable de **L'ABANDON ENTRE LES MAINS DES MARXISTES D'UNE DOUZAINES DE PAYS**, parmi lesquels la Roumanie.

Le statut imposé depuis à la nation roumaine — contre sa volonté et contre ses aspirations — par la poignée de communistes autochtones (environ 850-900 membres, constituant le plus petit Parti Communiste du monde) **AMPLEMENT SOUTENUS** par les forces soviétiques d'occupation, ne peut être qualifié que de **STATUT D'ESCLAVAGE.**

Malgré tout ce qu'on peut soutenir dans les conférences internationales, ou tout ce qu'on peut croire dans les Chancelleries étrangères, la nation roumaine n'est **NI libre, NI indépendante, NI souveraine!** Parce que la Roumanie d'aujourd'hui, en tant qu'Etat *«autonome»* et *«maître de lui-même»*, **N'EST QU'UNE FICTION.**

Un gouvernement **IMPOSE** par les Soviétiques et qui se perpétue depuis plus de 30 ans grâce à la présence menaçante des tanks russes à la frontière, ne peut prétendre qu'il est **LIBRE.**

Un gouvernement qui **REÇOIT** régulièrement ses directives du Kremlin, ne peut affirmer qu'il est **INDEPENDANT.**

Un gouvernement qui, conformément aux «*décisions*» du Pacte de Varsovie, **DOIT SUIVRE** les volontés des Forces Armées soviétiques, ne peut déclarer qu'il est **SOUVERAIN.**

En un mot, il s'agit d'un gouvernement fantoche, incompetent mais prétentieux, impitoyable envers la nation roumaine mais docile envers les maîtres de l'URSS. Voilà ce qu'est le régime actuel de la Roumanie.

Ainsi, les puissances occidentales qui entretiennent des relations serrées et suivies avec Bucarest — sans tenir compte des réalités profondes — traitent avec un **«GOVERNEMENT FICTIF»** et s'exposent tôt ou tard à un désaveu cuisant de l'histoire et à une critique véhémente du peuple roumain. Délaisser la réalité éternelle de la nation pour l'image temporaire d'un gouvernement (peut-être «*réguliers*» aux yeux des intéressés, mais dépourvu de toute *«légitimité»*) c'est ne tenir compte que des circonstances et des intérêts passagers.

**LA ROUMANIE**, en tant que nation et Etat, en tant qu'organisme de droit international, **N'A RIEN A VOIR AVEC LE POUVOIR** — dit populaire — **ETABLI PAR LA FORCE DES ARMEES SOVIETIQUES.** La Roumanie qui souffre n'admettra jamais d'être représentée par une équipe gouvernementale d'obédience marxiste, hissée au sommet du pouvoir par la fraude, l'appui étranger et la terreur.

Il est vrai que cette Roumanie profonde n'a aucun droit pour l'instant. Elle vit sous l'emprise féroce d'un régime inhumain. **ELLE N'EST PAS LIBRE!** Mais elle **EXISTE**, inébranlable contre vents et marées, et **CELA NE PEUT LUI ETRE RETIRE!**

Cette Roumanie sans droits, sans parole et sans perspectives suit le drame de toutes ses congénères, jetées en pâture au fauve soviétique par ceux qui s'étaient déclarés les **CHAMPIONS DE LA LIBERTE ET DE L'INDEPENDANCE DES PEUPLES.**

#### LA ROUMANIE N'EST PAS LIBRE

Elle n'est cependant pas libre ni indépendante pour des motifs qui ne sont plus un secret d'Etat:

1) D'abord parce que, par des accords occultes à Potsdam, Téhéran et Yalta, les Puissances Occidentales **ONT LIVRE A L'URSS**, la Roumanie et les autres nations martyres, sans le moindre remords ou une quelconque inquiétude pour le sort des beaux principes qui constituent l'armature de leur argumentation politique. Ce geste inconsidéré **ASSOMBRIT**, sinon la conscience de leurs gouvernements, du moins **LE PRESTIGE** dont elles tiennent à jouir dans le monde.

Il est difficile de faire admettre — et encore plus de faire oublier — qu'après avoir commencé une guerre pour préserver **LA LIBERTE ET L'INDEPENDANCE** des nations, on soit arrivé à nier cette liberté et cette indépendance aux nations mêmes qui ont constitué l'enjeu de la grande conflagration...

2) Ensuite, parce que le régime communiste de Bucarest, malgré sa longévité, **N'EST AUCUNEMENT LE REFLET DES ASPIRATIONS DU PEUPLE ROUMAIN.** Il a été tout simplement imposé par la force, contre la volonté nationale. Sa permanence n'est que la suite de sa brutalité répressive et de la puissance soviétique qui l'a mis en place et le soutient ouvertement.

La liberté de l'individu et l'indépendance de la nation vont de pair. Dans la Roumanie d'aujourd'hui, on ne rencontre **NI L'UNE NI L'AUTRE.** L'existence d'un gouvernement dit «*légal*» ne signifie pas que les masses sont libres; et la présence d'envoyés spéciaux dans les réunions internationales ne constitue pas la preuve que l'Etat est indépendant.

La nation roumaine, déçue — comme tant d'autres qui ont subi le même sort — de ses droits et prérogatives légitimes, dirigée par des usurpateurs et soumise à un traitement d'esclave, ne pourra d'aucune façon être présentée et considérée *actuellement* comme une nation libre et indépendante.

#### LA TRAGEDIE DU PEUPLE ROUMAIN

Nous tenons à faire savoir à ceux qui ont contribué, par leur imprudence ou leur imprévoyance, à l'établissement d'un pareil état de choses, que les conséquences engendrées dépassent de loin l'imagination la plus fertile. Et que la **RESPONSABILITE** d'une telle situation ne leur sera **JAMAIS** enlevée. Lorsqu'on prend des résolutions nuisibles pour d'autres, il faut aussi envisager les suites.

Or, après 30 ans de régime communiste, les résultats sont catastrophiques, tant du point de vue politique, économique et social que du point de vue culturel et spirituel. Tout a été bouleversé, en contradiction avec les caractéristiques profondes de la nation et sa manière de vivre spécifique. On a voulu imposer une nouvelle société, étrangère à la nation et ne convenant pas à son génie, par des moyens brutaux et autoritaires.

On est arrivé à instaurer la nouvelle société, **MAIS EN APPARENCE SEULEMENT.** Le fondement insondable de la nation est resté intact, en dépit des méthodes sauvages et sanguinaires qui constituent les formes de «*persuasions*» du régime marxiste en Roumanie. Combien de souffrances et de sacrifices auraient pu être épargnés si les Grandes Puissances Occidentales avaient agi avec la sa-



gesse et la conscience que la conjoncture exceptionnelle de l'époque réclamait d'elles!...

Voici une partie des maux et des tourments dont souffre toujours la nation roumaine:

1) Le système démocratique — si défectueux qu'il fût en Roumanie — remplissait une fonction politique conforme aux aspirations populaires et aux nécessités modernes de la vie en société. Il a été brutalement remplacé par un régime socialiste de type soviétique, monopolisant toute l'activité représentative entre les mains d'un seul parti et mettant hors la loi toute opinion divergente.

Mutation brutale et sanglante, qui a coûté la vie à des dizaines de milliers de personnes, sans parler des centaines de milliers de citoyens qui ont végété pendant des années dans les prisons et camps de concentration pour le simple motif d'avoir eu, AVANT LE CHANGEMENT DU REGIME, une croyance politique non conforme aux vues du nouveau système.

VOILA CE QUI GUETTE LES DEMOCRATIES OCCIDENTALES, si sûres d'elles-mêmes et si confiantes dans leurs principes!

2) La liquidation de la propriété privée — malgré certains retours en arrière, propres à tromper les nigauds et à tenir en haleine les masses mécontentes — est chose acquise. Car même la permission, accordée récemment, d'accéder à la propriété d'une maison ou d'une automobile, n'est qu'un leurre. Aucune garantie ne préserve le bien acquis de l'intervention du régime si bon lui semble. On est à tout instant à la discrétion du système.

VOILA CE QUI MENACE LES CITOYENS DES DEMOCRATIES OCCIDENTALES, accoutumés au caractère inaliénable et imprescriptible de la propriété.

3) L'expropriation intégrale des domaines agricoles et l'obligation pour les paysans d'adhérer «volontairement» à la vie de Kolkhoz. Ce qui a provoqué une chute déplorable de l'économie agricole et rejeté les ruraux dans un servage humiliant et sans avenir. Pour un homme libre et fier de ses aptitudes professionnelles, attendre le bon plaisir de l'Etat pour NOURRIR SA FAMILLE est un véritable mortification.

VOILA CE QUI ATTEND LES MILIEUX AGRICOLES OCCIDENTAUX, organisés, dotés de moyens modernes de travail et riches d'incomparables traditions.

4) Problème capital: l'asservissement de la classe ouvrière. C'est la catégorie sociale qui a peut-être le plus souffert, car elle s'attendait à tout autre chose de la part du «Parti des travailleurs».

Après les avoir employés comme pointe de lance à l'époque des premières transformations, après leur avoir promis monts et merveilles, après leur avoir fait remplir toutes les corvées sociales et politiques, sous la devise «Vous êtes maintenant les maîtres», le régime communiste, une fois consolidé, LES A MIS AU PAS:

— Ni droit de «Syndicat libre» en dehors du Syndicat Unique du parti.

— Ni «droit de grève» en tant que moyen de protestation professionnelle.

— Ni «droit d'opinion», orale ou écrite, pour exprimer leurs revendications ou leurs idées.

Quant au titre de «Maîtres du pays», il est démenti par le nombre d'heures et de journées supplémentaires de travail (déclarées «volontaires»), qu'ils doivent effectuer au profit du Parti. On sait en quoi consiste cette «dignité»...

VOILA CE QUI PEND AU NEZ DES OUVRIERS OCCIDENTAUX, fierté de leurs nations.

5) La corruption de la jeunesse constitue un autre point noir dans les pays marxistes. L'individu ne compte qu'en tant qu'instrument de travail, auxiliaire du parti ou exécutant servent des finalités de la cause communiste. Tâches qui, selon la mentalité socialiste, n'ont rien à voir avec l'éthique et la morale, avec l'éducation civique ou la dignité personnelle.

Pour que les jeunes deviennent de bons «communistes», tous les moyens sont employés afin d'empêcher l'apparition de pareilles tendances (pour eux, centrifuges) en désaccord intégral avec la ligne maîtresse du marxisme et profondément dommageables pour les desseins du régime.

La morale et l'éthique, telles que la tradition occidentale les accepte, sont la bête noire des régimes d'au-delà du Rideau de Fer. Et c'est la jeunesse qui en supporte le contrecoup, devenant de plus en plus négativiste et grossière, puisque le régime lui impose de ne suivre que les enseignements du matérialisme et les consignes du parti.

VOILA LES PERSPECTIVES QUI S'OUVRENT A LA JEUNESSE DES PAYS OCCIDENTAUX, pays qui savent que la continuité de leur civilisation réside dans la pureté et la morale de leur jeunesse.

6) La dégradation de la culture et de l'écrivain engagé n'est que la suite naturelle de l'existence d'un régime politique et d'une échelle de valeurs étrangers à leur rôle dans l'Etat et au milieu de la nation.

Dans le système marxiste tout se tient et tout va vers la perversion de ce qui peut maintenir les peuples au niveau du beau, de l'honorable, du sublime. C'est comme si ces attributs mettaient en danger l'insuffisance du fond marxiste et pouvaient empêcher le nivellement par le bas tant désiré et si nécessaire pour que la médiocrité du parti puisse s'imposer.

Dans la poursuite de ce but mesquin, tout ce qui dépasse les panégyriques des grands personnages du moment et le rappel monotone des thèmes stéréotypés de la lutte de classe, est systématiquement rejeté et sanctionné; cela manque de «tonus prolétaire!»

Une pareille mentalité aboutit à une piètre production culturelle et un effondrement significatif de l'écrivain comme producteur et comme homme. La vraie création se meurt!

VOILA CE QUE PEUT ARRIVER AUSSI DANS L'UNIVERS OCCIDENTAL, dépositaire de tant de culture, de noblesse artistique et de délicatesse de sentiments.

7) Et pour parachever cette conception portée vers la négation de ce qui est généreux et respectable, on a vu apparaître la persécution religieuse, la plus abominable forme de l'absolutisme étatique.

D'abord, ce fut l'atteinte profonde portée à l'Eglise Uniate de Roumanie, dans l'intention de l'éloigner de Rome et de la faire disparaître.

Ensuite, l'interdiction du noviciat monastique et la fermeture d'innombrables monastères orthodoxes.

Enfin, doutant de l'efficacité de ces mesures directes, le régime communiste s'est attaqué au problème d'une manière détournée, mais tout aussi redoutable. Il s'est fait le champion de l'enseignement de l'athéisme. Les Universités sont remplies de tribunes où la propagande anti-religieuse devient arme politique et destruction spirituelle. Les résultats de ces pressions ne se feront pas longtemps

attendre. Déjà les nouvelles générations vacillent, hésitantes. Qu'en sera-t-il dans deux ou trois décennies, si cela continue!...

VOILA CE QUI PEUT SE PRODUIRE AUSSI DANS LES COMMUNAUTÉS OCCIDENTALES, qui accueillent le cœur plein de dévotion, le Pape et font résonner les magnifiques cathédrales de leurs chants exaltés!...

C'est sous cet aspect que l'Occident se doit de regarder et de juger la situation en Roumanie et dans les autres pays, tombés par sa faute entre les mains du communisme: sous cet angle des conséquences, qui a transformé tous ces territoires en vastes prisons. La Roumanie surtout où, de l'avis de tous les observateurs étrangers, règnent l'oppression la plus féroce et la dictature la plus stalinienne, c'est-à-dire bornée et impitoyable.

## FORMULES TROMPEUSES

Ce n'est pas en fermant les yeux devant la réalité et ses cruels témoignages qu'on fera disparaître la matérialité des faits. D'autant plus qu'on ne pourrait guère nous faire croire que l'Occident ignore l'état de chose qui existe en Roumanie.

Malgré l'incroyable oppression exercée sur les Roumains, malgré les moyens déployés pour empêcher les nouvelles de franchir les frontières, malgré la propagande triomphaliste du régime. Les épreuves et les supplices infligés à la nation roumaine SONT CONNUS A L'ETRANGER. Les gouvernements des pays occidentaux ne peuvent pas ignorer de tels faits.

Et ils ne les ignorent pas!

Mais, pris dans l'engrenage des relations politiques, ils se complaisent dans ce mensonge, dans cette fausse attitude envers l'évidence. Il leur est d'autant plus facile de le faire, qu'ils se retranchent derrière une multitude de formules, devenues la panacée irremplaçable de tous les maux (injustices et félonies comprises) qui affligent le monde moderne.

Ainsi, on n'entend parler autour de soi que de «coexistence pacifique», de «sécurité», de «coopération» ou d'«entente entre des pays à systèmes sociaux différents», comme si les souffrances, la liberté et l'indépendance des nations écrasées par l'un de ces SYSTEMES SOCIAUX DIFFERENTS n'étaient que des vtilles, indignes d'une attention humanitaire et compréhensive.

De plus, pour souligner l'importance et le bien fondé d'une attitude odieuse et pusillanime, tous les Gouvernements Occidentaux avancent en chœur la nécessité d'un «esprit de détente», d'une «limitation des armements» et d'une politique de «non-intervention dans les affaires internes d'un autre pays». Ce serait — dit-on — la seule voie pour la préservation de la paix!...

## L'IMPERIALISME SOVIETIQUE

C'est admirablement dit! Et, probablement, cela constituerait la voie à suivre s'il était question d'Etats inspirés par des principes de comportement semblables. Or, notre monde est loin de cet idéal. LA PAIX NE PEUT PAS ETRE PRESERVEE, car il ne peut y avoir de paix là où s'affrontent des nations comportant justement des «systèmes sociaux différents». Malgré toute la bonne volonté de l'Occident.

Nous vivons une trêve, simple suspension des hostilités militaires. Trêve dans laquelle, malheureusement, le monde libre joue le rôle de dupe. On oublie ou on ne donne pas assez d'attention au fait qu'à côté de tout cet attirail diplomatique qui enchante les gouvernements occidentaux et leur donne l'impression de posséder les moyens légaux du salut, il y a les arguments «hors concours», les moyens «extra-légaux» du monde socialiste, qui échappent, sinon à la surveillance, du moins à l'atteinte juridique de ses partenaires libéraux.

On remarque, tout d'abord, LA VOLONTE IMPERIALISTE DE L'URSS qui a fait assez de victimes à la fin du grand conflit et qui se montre insatiable et persévérante, grignotant avec régularité les Marches protectrices d'un monde libre insouciant.

Il y a, ensuite, ce totalitarisme impénitent qui joue sur l'imagination des foules, leur infiltrant une crainte paralysante.

Il y a la «doctrine Brefnevs» qui permet aux armées soviétiques d'intervenir presque partout dans le monde communiste où la moindre velléité «anti-socialiste» aurait l'inconvenance de se manifester.

Il y a, aussi, la fameuse «solidarité socialiste» qui joue un rôle tellement important dans les relations soviétiques avec les partis communistes du monde entier. Et qui peut devenir l'arme suprême dans un affrontement Est-Ouest.

Il y a, sans doute, le subterfuge de l'aide fraternelle aux peuples «en voie d'émancipation» ou «qui demandent l'intervention soviétique». Secours qui ne sont au fond que des pratiques camouflées d'expansion communiste ou de conquête masquée.

Il y a, finalement, le chantage de la peur, menace permanente et arguments de poids, chaque fois que les relations avec le monde libre deviennent grinçantes.

En réalité, malgré tout le déplaisir que cela nous cause, L'ATTITUDE SOVIETIQUE EST LA SEULE POLITIQUE COHERENTE, VOLONTAIRE ET DEPOUILLEE DES SUBTILITES qui alourdissent et rendent inopérantes les pratiques occidentales. Les Soviétiques savent ce qu'ils veulent et savent le faire imposer, car ils emploient sans aucune réticence tous les procédés se trouvant à leur portée: diplomatie — ruse — slogans — mensonges — menaces — voies de fait. A la différence des Occidentaux, ils ont UNE FINALITE DEFINIE qu'ils poursuivent obstinément et UNE CONDUITE toujours offensive.

Tandis que le comportement du monde libre, monde de réticences, empli d'inquiétudes électorales, replié sur son bien-être personnel et dépourvu de tout élan mystique, témoigne d'une bien pauvre armature spirituelle dans le confrontation permanent avec le monde socialiste.

Cet Occident, par ailleurs si bien doté, laisse soupçonner de viles complicités dans la dégradation politique de notre temps, par sa passivité inquiétante et la sourde oreille qu'il fait aux désespoirs venus d'au-delà du Rideau de Fer.

Que ce soit pour des raisons politiques circonstancielles, économiques, sociales ou autres, L'EREUR HISTORIQUE EST LA MEME. Quand on s'intitule «MONDE LIBRE», on a des responsabilités envers tous ceux qui y croient. Faire semblant de ne pas sentir ou de ne pas comprendre «le vrai» qui se dégage de la politique communiste, menée par les Soviétiques avec la même férocité des deux côtés du Rideau de Fer, C'EST SE SOUSTRAIRE A SA MISSION! Et c'est le pire qui peut arriver



à cette Europe déjà amputée d'une moitié, divisée par des disputes d'opinions, minée par la subversion révolutionnaire du communisme.

Il s'agit d'une situation absurde, incohérente et dégradante pour les nations dont le passé a été une illustration de fierté et de dignité. Cette position équivoque, si elle continue encore quelque temps, va se retourner impitoyablement contre ceux qui l'ont acceptée.

Si les nations occidentales n'arrivent pas à reprendre confiance en elles-mêmes et à mettre un terme à la frénésie expansive du fleau rouge, ELLES PAYERONT LOURDEMENT LEUR ABSENCE ACTUELLE DE DETERMINATION. Explication qu'elles vont ressentir d'une façon d'autant plus pénible et cruelle qu'elle sera accompagnée d'un remords stérile.

Selon toute objectivité, l'aspect actuel des choses n'est que la conséquence d'un état d'esprit bicephale qui domine les nations occidentales. Nous disons «à deux têtes» parce que la posture adoptée par les gouvernements du Monde Libre envers l'URSS et les provocations constantes du Monde Socialiste, confirment un double sentiment-moteur:

a) LA CUPIDITE. Le monde socialiste est un consommateur insatiable de tous les produits qui constituent le surplus de la production occidentale. Et le désir immodéré de GAGNER TOUJOURS DAVANTAGE obnubile sans trace d'un remords, aussi bien le devoir envers les autres autant que le respect de soi-même.

Quel poids peuvent encore avoir les désespoirs des nations sacrifiées devant les mirifiques perspectives d'un marché prometteur?

b) LA CRAINTE. Parallèlement à l'avidité du gain s'affirme une crainte superstitieuse au sujet du pouvoir destructeur de l'Empire du Mal. On n'ose pas réagir ouvertement aux abus commis par le monde socialiste et moins encore montrer une attitude déterminée devant l'audace impérialiste et le cynisme agressif de l'URSS. On pense amadouer ce monde de cauchemar, fait d'ambitions, de Cruautés et d'implacabilité et détourner l'échéance fatale de l'affrontement ouvert.

En réalité, ON NE FAIT QUE DIFFERER CE CHOC, tout en s'affaiblissant militairement et moralement, tandis que l'URSS, infiniment plus psychologue que l'Occident, en retire tous les profits.

Le gouvernement soviétique emploie ces deux faiblesses — que lui-même a provoquées et poussées au paroxysme — pour tenir en échec le monde libre, tout en préparant son potentiel de frappe pour le moment qu'il choisira. A cet instant-là, l'Union Soviétique ne s'embarrassera d'aucune manière des engagements solennels et des signatures apposées sur des traités «BI ou MULTI-LATERAUX». Et l'apocalypse déchaînée sonnera le glas d'un MONDE LIBRE qui n'a su faire du talent dont le destin l'avait comblé!

#### LE CATECHISME DE LA LIBERTE

Ce sera la fin de ceux qui, jusqu'ici, ONT FAI-LLI A TOUT en tant qu'Occidentaux, Européens et Hommes libres!

S'ils n'arrivent pas à se comprendre, bientôt ils atteindront les confins du anon retour, de LEUR DEFINITIVE DECHEANCE!

Si les nations encore libres et heureuses veulent échapper à cet effondrement et racheter en quelque

sorte les trahisons et les indignités dont elles se sont rendu coupables envers les nations abandonnées au Moloch Soviétique, il ne leur reste qu'un seul chemin à suivre:

CELUI DU COURAGE.

Dans ce but, il faudra:

I. DENONCER LES ACCORDS SECRETS DE YALTA ET DE TEHERAN, qui ont amené l'impérialisme soviétique au cœur de l'Europe et ont jeté dans le gouffre communiste plus de 120 millions d'Européens.

II. CESSER DE SOUTENIR L'ECONOMIE DEFICITAIRE DES ETATS COMMUNISTES, que en profitent pour se fortifier militairement et consolider leur emprise sur des nations réduites en esclavage.

Chaque aide économique, chaque avance financière, toute assistance technique ou collaboration scientifique, ne feront que rapprocher le terme implacable de la déroute occidentale.

III. PRENDRE DES MESURES CONTRE L'INFILTRATION COMMUNISTE. Tous les gouvernements occidentaux, d'un commun accord, doivent mettre un terme à la pénétration marxiste qui s'étale jusqu'aux niveaux les plus élevés de la hiérarchie, y compris la Presse, la Radio et la Télévision.

Il s'agirait d'un acte de salubrité publique et d'un geste de déférence envers leurs propres nations qui n'arrivent plus à comprendre le dessein de leurs élus.

IV. SE DECLARER SOLIDAIRES DES NATIONS ASSERVIES ET SOUTENIR LES MOUVEMENTS DE LIBERATION DES PEUPLES DOMINES PAR LE COMMUNISME. Ce n'est pas par la «coexistence pacifique» et la «détente» à sens unique que l'Occident apportera un quelconque changement dans le statut misérable de l'Europe de l'Est.

Seuls, une attitude ferme et un soutien inconditionnel peuvent compter dans la balance historique.

V. CREER UN FRONT UNITAIRE ANTI-COMMUNISTE. Enfin, ce n'est pas de la discussion sur le poids des armements, leur puissance de frappe ou une précaire «SECURITE EUROPEENNE» que les gouvernements responsables de l'avenir du monde doivent se préoccuper, MAIS des seuls moyens capables de mettre fin, une fois pour toutes, à l'angoisse généralisée, à la menace permanente, et au désespoir de tant de nations que représentent l'impérialisme soviétique et sa tyrannie inexorable.

Le courage de dire au communisme «ASSEZ!», représente la seule voie du salut des nations piétinées par l'URSS dans l'EST EUROPEEN, de l'EUROPE et du MONDE.



# VOI FASCISTII SUNTETI TERORISTII

De NICOLAE ROSCA

ciu și momentul Duca. Adică acelea pentru care liberalii ne strigă și astăzi, în unison cu comuniștii: «VOI FASCISTII, SUNTETI TERORISTII».

## MOMENTUL MANCIU

În anul 1924 este numit Prefect al Poliției din Iași, de către guvernul liberal, Manciu. Om sangvinar, acesta vine cu misiunea de a distruge, prin orice mijloace, mișcarea anti-comunistă a studenților ieșeni, care se opunea bolșevismului și agenților lui. (Mișcarea legionară nu apăruse încă, ea fiind înființată în 1927).

Numai că încep provocările poliției. Studenții români sunt loviți pe străzi de agenții lui Manciu. Tot ei sunt arestați apoi fără motiv și bătuți în beciurile poliției. Toate legile statului sunt călcate în picioare de bestiiles amușite asupra tinerilor ieșeni. Studenții protestează pe căi legale. Sunt sesizate forurile judecătorești. Studenții mențin calmul și așteaptă rezultatul denunțurilor. Nimic. Părinții sunt indignați. Se fac plângeri ministrului respectiv, la București. Rezultatele sunt nule. Nu funcționează încă Drepturile omului, pentru partidul în guvern. Teroarea poliției crește pe străzi. Orice nenorocit de agent, stîndu-se apărut, lovea cu sete, în stînga și în dreapta, pe oricine îl ieșea în cale.

În ziua de 31 Mai 1924, un grup de 50 de studenți și elevi lucrau la o cămămidărie în vederea ridicării unui Cămin Cultural, la Iași. În timpul lucrului sunt asaltați de bandele polițienești a le lui Manciu, întărite și cu o unitate de jandarmi. Sunt loviți cu brutalitate. Sunt legați în lanțuri și duși la poliție, unde, fără a se auzi Făcurețu, încep bătaia și schingiul. Printre cei arestați și bătuți se afla și Corneliu Zelea Codreanu. S'au spart timpâne la ușa, s'a crăpat pielea depe tălpile picioarelor, la alții. Mulți tineri care leșinau în timpul interogatoriului, erau reanimati cu o găleată de apă turnată în cap. Manciu în persoană (care mai era și avocat, deci cunosător al legilor), cu o ură de irațional, lovea alături de sbirii lui. Teroarea a durat până seara, când părinții, sesizați de cele ce se întâmpla cu copiii lor, pătrund cu forța în Prefectura de Poliție, însoțiți de Primul procuror și de Medicul legist al Tribunalului. Acesta constată atentatul barbar, se întocmesc acte pe loc și tinerii sunt transportați acasă sau la spitale, de părinții lor.

Îată câteva titluri și subtitluri apărute în ziarele epocii, înfierând bestialitatea funcționarilor guvernului liberal:

«Studenții au fost bătuți de însuși prefectul poliției».  
(UNIVERSUL, 8-6-1924)

«Studenții dela Iași au fost bătuți. Ei au fost provocați de poliție, schingiuliți fără nicio vină. Un Prefect de poliție bătauși. Manciu trebuie destituit. Faptele de mai sus nu pot rămâne nepedepsite. Prefectul de poliție, Manciu, dorește agent provocator și vinovat de torturarea studenților și elevilor de liceu din Iași, trebuie să primească pedeapsa fărâdeșilor lui».

(UNIVERSUL, 9-6-1924)

«Iași sub teroarea Prefectului de Poliție». Transportați în beciurile poliției, acești studenți au fost supuși la cele mai groaznice chinuri. Unul din ei a suferit apăsându-l cu capul în jos, loviți peste tălpile picioarelor cu vana de bou. Studenții peste tălpile picioarelor au fost legați, apoi pălmuiți și torturați de însuși Prefectul de poliție. Sănătatea lui e stricată. Celalți studenți arestați prezintă grave leziuni corporale. Trei sute de studenți au reclamat faptele de mai sus. Procurorul general, cerând ca medicul legist să examineze starea colegilor torturați».

(UNIVERSUL, 10-6-1924)

Părinții celor maltratați înghetează o acțiune cetățenească pentru tragera la răspundere a lui Manciu și cer destituirea lui. Următoarele telegrame au fost expediate Regelui și Ministrului de Interne:

M. Sale Regelui.

«Față de nelegalitățile poliției lui Manciu împotriva studenților și copilor noștri loviți și înmușcați zilnic, vînd a ne intruni, am fost împiedecați de poliție și jandarmi cu toate că Procurorul a aprobat intrunirea.

Asfel de acțiuni de denaturalizare a adevărului, de îngheșuire a lui în jărcurile unor interese de partid, această subtilă golire prealabilă a minților și imaginărilor în ele a unor leit-motive șoptite insinuant și neîntrerupt, le-au mai întrebunțat și alții în trecut. Chiar și țara noastră cunoaște astfel de sisteme care au precedat epoca comunistă. Ne referim la minciunile grosolane pe care le-au ținut și de ei, cu o perseverență diabolică, tot polițienismul român, în jurul Mișcării Legionare. Ce nu s'a spus! Hulișari, pistolari, teroristi, falsificatori de bani, omul și pogonul, vînduți rînd pe rînd Berlinului, Romei, Moscovei, susținuți cu bani evreiești în legătură cu Lupeasca, și câte și mai câte penitlenții de astea.

În această ofensivă de infamii, cel mai îndemnatul au fost, fără îndoială, liberalii români. Pentru a doborî un adversar politic pe care-l intuiau prea periculos pentru interesele și pentru viitorul partidului lor, liberalii nu s'au dat înapoi dela nimic, mergînd chiar până la uciderea oamenilor. Și după aceea tot ei strigau, vîndînd Mișcarea Legionară, teroristi, polițieni pistolari, și alte înepții de totul acesta. La fel ca marșistii de astăzi: «VOI FASCISTII, SUNTETI TERORISTII».

Faimoasele Drepturi ale omului, de care atîta caz fac acum, au fost descoperite tîrziu de liberalii români. Ele au primit certificatul de naștere în conștiința lor numai cînd nedreptățile și teroarea s'au proiectat și peste ei și au fost întemnițați și exterminați de comuniști. Cît timp țineau ei cuțitul în mînă, Drepturile omului, nu erau interesante. Cînd erau legionarii cei închiși, schingiuliți și uciși, chiar și de liberali, aceste preocupări idealiste pentru persoana umană erau absente din preocupările lor.

Din lunga listă a nedreptăților și a samavolnicilor săvîrșite de acest partid, în timpul repetatelor lui guvernări, vom reaminti deocamdată numai două momente: momentul Man-



Supunem respectuos Majestații Voastre plângerea noastră și rugăm a fi clement (Urmasa 1200 de semnatari).

Ministrului de Interne.

«Copii noștri huiți deose pe stradă și sălbatice maltratați de Prefectul de poliție Măncu, cerem anchetă imediat, urmând de sancțiuni severe. Loviri în sentimentele noastre patrietice și pierdere onoare ridicare, așteptăm neînfrânt dreptate». (Urmasa semnăturile părinților).

În acest timp Corneliu Zelea Codreanu, care pentru a treia oară era lovit (încă de două ori primise lovituri și fusese înjurat pe stradă de Măncu și agenții lui, în vâsă lumnii), este zdrobit suferințele. El se retrage pe muntele Rarău unde mă singur o lună și jumătate.

«M-am ridicat înoc la mine, ducând poveri în suflet, durerile umilinței de la ieri și chinurile nelămurite pentru zădărnicele mele lăcrimări. Nu mi putea alina dăinuirea ochilor priveștii infanței și umilinței la care am fost expus, alături de tinerii mei camarazi. Stăteam pe gânduri și mi era rușine să mă dau jos printre oamenii. Stăteam suferințele al omului liber, crescut în cultul onoarei și a demnității, care se vede atinsat mărgărit de maltratare de cel care deținea puterea și o întrebam după bunul lor plac. Codreanu își da seama că este provocat cu înștiințare pentru a-l obliga să renunționeze și apoi să-l distrugă. Ce să faci? Cum să procedezi când toate căile legale pe care le înțelegem le-aștă săvârșite? Se lasă în voia sorții.

«Mă cobor. Las totul în voia sorții: eu nu pot să dau nicio delegare. Deacum însă umblu cu revolverul la mine. Și la cea dintâi provocare, trag: dela această hotărâre nu mă va clinti nimeni».

Asadar, autoritățile liberale sunt acestea care introduc pistolul în bușnăușul lui Corneliu Codreanu, ca singură soluție pentru a-l apăra drepturile de cetățean și onoarele ferită de toți fărâșeră-berechi guvernului.

Între timp, la cererea părinților și a opiniei publice legale, se ordona o anchetă și este trimis dela București, Inspectorul Văraur. Acesta constată teroarea lui Măncu și face un raport obiectiv superiorilor lui. Răspunsul guvernului liberal este:

a) Polițaiul Măncu este decorat cu «Sisus Românesc», pentru isprăvile lui.  
b) Toți comisarii care su sîngelui, sunt avansați în grad.

Era o indicație clară că Măncu îndeplinea un mandat, impunerea teroarei guvernamentale și era decorat pentru secul cu care aplica întocmai, drepturile constituționale ale sistemului democratic, așa cum le înțelegeau liberalii.

În ziua de 25 Oct. 1934, ziua fatală, cum o numește Corneliu Codreanu, acesta, avocat fiind, lui parte ca apărător în procesul deschis contra lui Măncu, de studentul Comășan, unul din sîngelui lui secolu. În sala de judecată, în plină pedință și în fața avocaților și a judecătorului, Măncu, urmat de o gloată de poliști se răspunde asupra lui Codreanu pentru a-l lovi.

«În aceste împrejurări — ne spune acesta — cu riscul de a mă pierde strivit de cei douăzeci de poliști înarmați, am scos revolverul și am tras. Am jînit pe cine mă apropia de mine».

Măncu cade răpus. Era primul agresor. Alți doi comisarii sunt răniți. Restul fug în debandadă.

Acesta ultimă apărare a unui om înlocuit de agresorii guvernului, batjocorit în demnitatea lui, lovit și împins până pe pragul demnității, cu nume-o și o numesc încă, liberali, politiciști platibuli. La fel ca și marșalii: «VOI FASCISTI, SUNTEȚI TERORISTI».

Actul de legitimă apărare a lui Codreanu s-a fost atât de evident, încât, în procesul pentru omorarea lui Măncu, care s-a judecat la Turnu-Severin, el a fost achitat în unanimitate, cu toate încercările guvernului liberal de a schimbă cursul. În timpul pedințelor, în fața marturilor care se de punea, lumen care asista la proces era indignată cu actuale polițaiilor legeni. Un Severinean enervat, îmbrăncește pe unul din comisarii care susțineau acum că el nu a lovit pe nimeni. El scoate cu violență din sală și strigă:

«Canale, să plect de-aici că nu-ți garantăm viața!»

Apoi adresându-se tuturor comisariilor din fața:

«Ați sîngelui în mod barbar, cu mâinele voastre, pe acești copii. Dacă și în fața așa ceva în Turnu-Severin, ați fi fost măcelăriți pe stradă de lume. Prezența voastră aici mudează acest oraș: plecați cu primul tren, altfel va fi rău de voi».

Asadar, polițaii de agresorii barbare ale guvernului liberal, care arătau cu suverană indiferență *Drepturile omului*, urmasă împușcare în legitimă apărare, a lui Măncu. Justiția română a înțeles acest lucru și la achitat pe Codreanu. Liberalii însă, îi dau mare înaltă cu înșelăciune: VOI FASCISTI, SUNTEȚI TERORISTI!!!

...

O nouă prigoană contra Mișcării legionare, mult mai cruntă, este deslășuită de liberali în anul 1933. Ce înțelegem prin prigoană? «Prigoana începea, când justiția era scoasă din angrenajul funcționarii ei, și legionarii lăsați pradă forțelor brutale a Statului, adică a Puterii Executive manevrată de forțele tiranice. Numai după eliminarea totală a puterii juridice, putea Statul să-și desfășoare toată capacitatea sa de teroare» (Horia Sima, «Histoire du Mouvement», p. 103).

Care a fost răsunetul acestei sângeroase persecuții?

În anul 1933 începe procesul de «europelizare» a Rusiei Sovietice. Simțindu-se amenințată direct de apariția lui Hitler pe scena politică a Europei, toate cuceririle pro-marxiste ale bătrânului nostru continent, sunt puse în stare de alarmă de bolșevici. Pentru ruperea carantinei în care fusese ținută Rusia până atunci, stăruind România, în fața frontieră a Europei, era foarte importantă. Acolo apăruse și creștea fără încetare, în chida încercărilor de a o distruge, o forță anticomunistă: Mișcarea Legionară. Aceasta se opunea alinării României în banda bolșevică, alinării pe care o urmărea politica externă oficială, condusă de Titulescu. Pentru anihilarea comunismului rusesc (de fapt nu există altul), pe care legionarii îl intuiau ca cel mai periculos pentru apăsările noastre românești, ei erau decisi să se alieze cu toți acela care l-ar fi putut combate, printre care și cu Germania Național-Socialistă. Pentru a-și doborî inamicul principal, Germania, Churchill a declarat public că se va alinia și cu dracul (referindu-se la bolșevici). Pentru a doborî acest drac care ne primejduia existența noastră, a Românilor, Mișcarea Legionară era gata să se alieze cu toate forțele anticomuniste, fiind cea mai importantă, pe vremea aceea, Germania, sub regimul pe care ea și-l alesese.

Asadar, Legiunea era o piesă de bază în politica centroeuropeană. Existența sau neexistența ei era de o importanță capitală pentru conspirația pro-sovietică care se pusese în mișcare. Trebuia distrusă. Cum guvernul național-tăranist al lui Vaida Voevod, care era la putere în vara anului 1933, era considerat prea debl pentru această operație, cercurile «progresiste» internaționale, își caută omul. Și cel care promite cel mai mult este I. O. Duca, fruntaș liberal. La 7 Noiembrie 1933, Regele Carol II înălcărea pe Duca cu formarea noului guvern și cu pregătirea alegerilor, fixate pe 20-12-33.

Mișcarea Legionară participă la alegeri. Numai că Duca declanșează teroarea în țară. Ministrul de Interne, prin forțele jandarmeriei îl oprește cu forța pe legionarii dela desăcurarea liniștii a propagandei lor. Sunt împiedicați chiar de-așa după metodele electorale la Tribunale, după normele constituționale. Abuzurile acestora de putere, murdare și contra legilor, au provocat doborîri între polițaii și legionarii. Aceștia, cu toate riscurile pentru cordonarea de poliști și de jandarmi, pentru a-și îndeplini *Drepturile cetățenești*. Au fost bănuți, înșelărați, iar când ripostau, erau arestați și trimiși în judecată. Victimele teroarei liberale, erau și acuzatii. Strani! *Drepturi ale omului!*

Al doilea val de mișcoli guvernamentale, pentru «îngroșarea» legionarilor, este uciderea directă. «Ordinul de a vârsa sânge inocent venea direct dela I. O. Duca, șeful guvernului. Sub Secretarul de Stat la Interne, Victor Iamandi, suptăveghen execută planul de exterminare a Legiunii».

În curs de două săptămâni sunt uciși trei legionarii. Toți trei fără vină. Erau primele victime în România ale sistemului democratic așa cum îl înțelegeau liberalii noștri.

Cu toate demersurile făcute, nicio anchetă judiciară nu a fost permisă pentru clarificarea faptelor și pedepsirea vinovaților. Singurele măsuri luate de guvern au fost transferarea ucișilor în alte puncte ale țării pentru a li se pierde urma. Ignorăm dacă, la fel ca în cazul Măncu, au primit și aceștia avansări și decorații.

Cu toate aceste excese sângeroase ale guvernului, legionarii, la îndemnul lui Codreanu, păstrău calmul și legalitatea. Nu asta înțeleg guvernul însă. În ziua de 9 Decembrie 1933, Duca dizolvă Mișcarea Legionară, pentru a-l împiedica prezentarea la alegeri. Nu vom înșta prea mult asupra acestor întâmplări care s-au mai tratat în paginile acestui ziar. Mii de persoane au fost arestate ilegal și aruncate în închisori. Niciun mandat de arestare nu a fost emis. Substituindu-se în mod abuziv puterii judiciare, arestările săvârșite de guvern erau, în realitate, sechestra de persoane. S-au făcut proteste. S-a cerut intervenția justiției. Fără rezultat. Erum în plin sistem democratic al *Drepturilor constituționale*. Moja și Marint, la eliberarea lor din închisoare, au obținut dela comandantul Jilavei, Colonelul Izet, un certificat, în care se recunoștea că deținerii lor în acel loc, a fost ilegală. Pe baza acestui, ei au dat în judecată pe Ministrul de Interne, Victor Iamandi. Totul negativ.

Între timp alegerile au fost câștigate de liberali. Indignați de excesele guvernului, trei legionari, care au

feriseră *legalitățile liberale*, li împuse pe Duca, la Sinaia, în noaptea de 31-12-33 și se predau autorităților. Asadar căzul era rezolvat din punct de vedere polițesc. Nu și din cel liberal. Un nou val de teroare se deslășuie. Din nou se violează casile oamenilor cu percheziții nelegale, din nou se umplu temnițele. Sterie Clumeti, ale chinului îngrozitor pentru a delata locul unde se găsea Corneliu Codreanu. Când sbirii Ministrului de Interne, Iamandi, înțeleg că nu pot scoate nimic dela el, îl omorâ și-l aruncă corpul pe malul lacului Snagov, simulând un accident. Dus ca necunoscut în morșă. Drul Nicolae Roșu, medic legist, îl determină moartea, fotografiază cadavrul sîngelui și-l identifică ca fiind al legionarului Sterie Clumeti. Pentru acest fapt, care delata bestialitățile guvernului, doctorul Roșu este asvârșit și el în închisoare. *Drepturile omului? Ce ironie!*

Că turbată, poliția caută pe Corneliu Codreanu, pentru a-l lichida. Din fericire nu este găsit. Liberalii montează Gărdii de Fier un vast proces de complot în asasinarea lui Duca. Între timp, poliția lui Iamandi, mai curșată, încă o duzină de legionari. Ită care erau *principiile de libertate și democrație* pe care le aplica partidul liberal, care principii, cu surpriză, le vedem afișate emfatic în niște declarații ale unor reprezentanți ai acestui partid, în exil.

Procesul se judecă la 17 Martie 1934. Cu puțin înainte, Corneliu Codreanu, se prezintă Consiliului de Război, unde se judeca procesul Justiției Militare, după lungi dezbateri, în care s'au întrebunit toate presiunile, chiar și cea regală, pentru a provoca o condamnare, achită în unanimitate. Mișcarea Legionară. Nu sunt adevărate acuzațiile care i se aduc: complot, mișcare teroristă, mișcare clandestină, anarhică, periculoasă pentru siguranța Statului, care urmărea dărămarea, prin forță, a regimului constituțional, etc. Toate aceste acuzații mincioase ale guvernului au fost spulberate cu ușurință în cursul procesului. Dar liberalii, cu o rădăie rea credință, pe care numai în regimurile marxiste o mai întâlnim, își continuă plicticoarea și stupida muzicuță: «VOI FASCISTI, SUNTEȚI TERORISTI».

După trecerea furtunii, Corneliu Codreanu, dă următorul comunicat:

«Camarazi,

A trecut cel mai greu an; cel mai greu pe care l-am întâlnit în lupta noastră; cel mai greu pe care poate, de sute de ani, l-a întâlnit tineretul românesc. Bilanțul: 18.000 de areștări cu 18.000 de case călcate de barbări și umplute de sânge nevinovat; 300 de bolnavi în închisori, 16 morți și trei înmormântați de vii sub pământ.

Dar liberalilor nu le poate intra în cap altceva decât răsuflăte slogan, made in URSS: «VOI FASCISTI, SUNTEȚI TERORISTI».

...

Se vor întreba cititorii noștri, ce rost au aceste evocări — cunoscute de alții — ale unor fapte petrecute acum jumătate de secol, când problemele ce ne apasă acum sunt altele? De acord cu cei ce gîndesc astfel. Nu noi, legionarii, suntem cei ce agităm amintirea acestor triste episoade ale politicii noastre moderne, ci anii refugiați, soșii aici cu cerebrul alterat de lunga conviețuire cu comunistii și care mai sunt și neastăpărați. Acum în urmă, au apărut și niște liberali, sic ei, care vor să scrie istoria cu cernăla simpatice, care să reliefeze numai ceace vor ei. Și ceace vor ei, este fals. Misiunea de a informa cere adevăr, cunoaștere, și bună credință. Nu sunt calități liberale. Niciodată nu au fost.

Am redat cu atâtea detalii două momente din activitatea lor guvernamentală «de libertate și democrație», pentru că acești domni și-au pierdut și memoria și podoarea. Ei desăcură în fața ochilor exilului, a căruia inteligență o subestimează, niște idei democratice idealiste, care nu au nimic deosebit de realitate. Nu a existat, în istoria noastră modernă, un partid politic cu un abism mai profund între activitatea lui și ideologia care o susține, ce partidul liberal.

Unul dintre acești tineri liberali, ateriat în lumea liberă pe conda unui *bagaj*, căsă vrăjitoarele neliniștirii copilărești care călătoreau, în lumea imaginației noastre, pe ceade de mătura, vrea să curețe exilul românesc, cu *bagajul*. (Se vede că metodele lui Duca s'au transmis pe cale genetică și copiilor. Ceace nu a transmis nimeni acestui domn însă a fost o căt de mică doză de bunăcredință.) Dar nu li luăm în serios. Considerăm că numai un vis tulburat de copil l-a făcut să scrie ceace nu trebuia. (Românul numește alții această tristă meteahnă.)

Alt tânăr liberal, se la de piept cu toate totalitarismele, în dorința de a apăra *principiile de libertate și democrație*, care, după spusele lui, au fost cultivate în permanență de liberali. (Ceace nu este adevărat.) Se pare că aceste nobile

principii i-au fost frînte, partidului lui, de totalitari. De toți totalitarii și în special de cel de dreapta. De când a intrat în undă războiul acest domn, nu a auzit decât de morște violente a lui Duca, a lui Iamandi și a 63 de alți foști demnitari. Toți, uciși de cel care au *practica lupta politică cu pistolul*. Sărmanii oameni nevinovați care au plătit cu viața, marelui vis liberal de *libertate și democrație*.

Domnii noul, sau tineri liberali, despre Mișcarea Legionară se poate scrie cu imparțialitate, se poate scrie cu simpatie sau chiar cu patimă. În niciun caz însă, nu se poate scrie cu bufonism. Când se suflă în flaută treburile cunoscute o serie de reguli ale armoniei. În caz contrar se ajunge la cacofonia.

Ei bine, Mișcarea Legionară nu a făcut politică cu pistolul. (De fapt nici nu a fost lăsată să facă politică.) Ea a întrebunit pistolul numai în cazuri extreme (când nu i se mai lăsa cale de apărare), contra *politicii mitralierelor*, care, asta da, a fost făcută de partidul liberal pe tot parcursul istoriei românești recente. Să nu se uite că primele *ucideri oficiale*, adică făcute de o echipă guvernamentală care avea misiunea de a apăra individul și drepturile sale, au fost inițiate de liberali. După aceea s'au transmis ca focul pubelei și au fost practicate și de alte grupări democratice sau dictatoriale. Dar, *politica mitralierelor*, a fost introdusă în moravurile românești de partidul liberal. (Desigur când era la guvern și avea în mână toată puterea statală, căci în opoziție, poază, cași acum, în mieșuș.)

Acuma se plîng domnii liberali de totalitarism? (Și noi la fel, chiar și de *totalitarismul liberal*.) Dar să vedem unde se aflau liberalii când se puneau în mișcare totalitarismele la noi? (Îi lăsam pe cei de dreapta, care, am văzut că a fost combătut de ei. Și cum a fost combătut? A fost singurul «totalitarism» față de care și-au arbat toată feroceitatea lor. Poate pentru că era, anticomunist.) Dar să le vedem pe celelalte.

«În ziua de 11 Februarie 1938, regele Carol a suspendat Constituția și a desființat partidele, supunând unul plebiscit noua rîndală. Partidul liberal și-a dat imediat consimțământul, ratificînd lovitura de Stat. Adversarii ai regimului dictatorial regale au fost: național-tăranistii, Garda de fer...»

(Familii Șelcari, «Istoria Partidelor», vol. II, p. 244).

Să-i mai întrebam pe Doii noul, sau tineri liberali, unde se afla partidul părinților lor, când s'a inițiat celălat totalitarism, cel marxist? Nu se pupau liberalii cu bolșevicii ruși, în timp ce legionarii, *totalitarismul de dreapta*, aceștia în închisori sau se luptau încă pe fronturi, opunându-se *totalitarismului de stînga*, care acuma nu mai plăce liberalilor?

Ne amintim că după uciderea lui Corneliu Zelea Codreanu, de dictatura regală (Ministru al Justiției fiind liberalul Victor Iamandi), Di Dinu Brătianu, șeful partidului, a fost întrebant dacă admite asasinatul politic. Dna Se a răspuns că nu, nu admite asasinatul politic, dar înțelege că uciderea lui Codreanu a fost o *rajină de Stat*. (Între acest concept în Declarația *Drepturilor omului*, religia cea nouă a liberalilor?) Când Di Brătianu a fost omorât la rîndul său de *totalitarismul marxist* căruia Dna Se l-a dat adevine, o fi gîndit care la fel? O fi considerat și moartea proprie, tot *rajină de Stat*?

Noi, cu toate că înamici politici, credem că a fost o crimă fioroasă. Cum crimă fioroasă a fost uciderea lui Corneliu Zelea Codreanu. Cum crime fioroase au fost victimele legionare suprimate de însăși partidul liberal.

Decemdată aiast, din dosarul voluminos al liberalilor, lăsam pentru un articol viitor, dacă va fi nevoie, pe Victor Iamandi și pe cei 63 de alți foști demnitari, uciși la Jilave. Pînă acuma nu s'a scris prea mult despre aceștia. Nu știm în ce categorie sociologică să-i clasificăm, căci, ca oameni, ne era rușine să-i punem. Nu pare bine că-i reclamă liberalii. Astfel se explică și bestialitatea de care au dat dovadă în activitățile lor politice și zona sociologică în care se încadrează.

Sugerăm tinerilor refugiați români, care în țară nu au putut afla decât ceace comunistii le-au permis să afle, de căi ceace le-a fost băgat cu aia în capete în acea vastă operație de întorcere pe dos a creierelor să, odăi ajunși în exil, să se documenteze bine. Să citească. Să afle. Să nu le fie teamă să citească tot ceace nu au putut în țară, chiar și ceace au dat la lumină înamicii lor politici. (Dacă în exil nu mai poate vorbi de așa ceva, în fața problemelor în care este acufundat poporul românesc.) Ar putea afla lucruri interesante pe care nu le-au știut niciodată. Asta le-ar întări posibilitatea unor critice obiective.

Iar noulii, sau tinerii liberali, le spunem doar atât: mal înocet cu sloganene necontrolate, căci mal aproape de adevăr și tot în rimă, ar putea fi următorul: VOI LIBERALI, SUNTEȚI CRIMINALII!!!

Și tacules...



# RELATIILE ROMANILOR MANO-RUSE

DIN 1879 PANA IN 1895

de N. S. GOVORA

XI



I pe lângă un articol — știrea de altfel — închinat lui Cuza, pe lângă fraze favorabile semănate pe ici și colo prin articole, într-unul Eminescu îl aduce lui Vodă Cuza un omagiu, un teribil omagiu. Este vorba de articolul «Pătura superpusă» care face parte dintr-o serie în care poetul desfășoară o teorie personală, teoria «păturii superpusă». D. Murăraș susține că această teorie nu este originală, dar Eminescu își arogă cu mândrie paternitatea ei. Ce este pătură superpusă?

Eminescu susține că în România «avem de o parte rasa română, cu trecutul ei, identică în toate cele pe care le locuiește, popor cristit, înimos, capabil de adevăr și de patriotisme. Avem apoi deasupra acestui popor o pătură superpusă, un fel de sediment de pungași și de cocote, răsărită din amestecul scurșăturilor orientale și occidentale, incapabilă de adevăr și patriotisme, rasa Caradalelor, pe care moldovenii din eroare o numesc Muntele. Deci la bază e nația românească iar deasupra ei s'a așezat «pătura superpusă», Grecii în Muntenia și Evreii în Moldova. În celelalte priveste pe Greci, Eminescu nu vedea pe negustorul de haine sau pe plăcintar, ci pe acei care erau în posturile de conducere ale Țării.

Și acum urmează omagiul, dumnezeiescul omagiu pe care Eminescu îl aduce «domnitorului Țăranilor».

«Dacă-m încerca să determinăm exact timpul în care elementul autohton a învins pe cel înigrant, sau a fost învins de el, am zice:

La 1700 învinge elementul înigrant din domnia țărănoasă. La 1821 începe reacțiunea elementului autohton și merge brăzdoare și asimilând până la 1866.

La 11 Februarie 1866 învinge din nou elementul înigrant. Există și de atunci o oscilațiune, o mutare a punctului de gravitație, când asupra elementelor instinctiv — naționale, când asupra celor instinctiv străine, dar victoria precum vedem, e momentan a acestora din urmă.

Dar care îl semnal prin care se disting acești oameni neasimilați, de proveniență transdanubiană, de populațiunea de rasă?

Cerem a se constata aceasta în toate punctele. Noi știm sterilitate fizică și intelectuală. Sânt intelectual și fizic sterpi și sânt cărări în toată privința. Sau nu produc copii de fel sau produc stăpîrîți, menite la o degenerare gradată și la stingerea în generația a treia ori a patra. Constatăm apoi la ele simptome permanente de slăbiciune intelectuală. La ei mintea e substituită prin viclenie. Viclenia e un semn de slăbiciune căci mintea omenească veritabilă stă în raport direct cu capacitatea de a pricepe în mod desinteresat un adevăr. Ca slăbiciune de caracter e de citat falșitatea. Prietenos, lipindu-se și măgulind pe oricine de care au trebuință, ei urăsc în realitate ori ce putere superioară, fie intelectuală, fie de caracter. Istoria lui Tudor și o înu Cuza ar ilustra această teorie.

Oamenii se linguseau a împărtăși ideile acestor spirite cu totul lipsite de viclenie, nu acia ar fi avut curajul de a li se opune pe față, li trădează.

Dacă am cerea originea afierilor de gardă de la 11 Februarie am afla că e străină, începând cu fîl unui făclier grec dela Botoșani și urmîndu toate numele.

Pără indoliența lupta aceasta e purtată în mod instinctiv, fără claritate de vederi, cu tendințe elementare de atracțiune și repulsiune. Precum Celții Irlandezi, și cei anglicizati, simt dominațiunea anglo-saxonă ca pe o dominațiune străină de rasă și de înclinațiunile lor, tot astfel poporul românesc alinte instinctiv că e dominat de oameni care se pretind numai români, fără a fi, și care n'au nici milă de ei, nici prieciere pentru genul lui.

Genul neamului românesc e o carie cu șapte peceți pentru generația dominantă.

Iată dar că sînt sînt bîcîișii nu numai țărănoșii din partidul conservator «oamenii neasimilați», etc., dar însăși conducerea partidului conservator care participase alături de «fîl făclierului grec la momentul care marca victoria păturii superpusă: 11 Februarie 1866. Pentru că Eminescu a murit spiritual în 1893 și fizic în 1899, înși permit să continue a marca etapele acestei lupte dintre elementul autohton și cel înigrant.

La 1919 elementul autohton reușește grație sacrificiilor și curajului din războiul de întregire, ca să obțină exproprierea, adică smulgerea pămînturilor care se găseau fie în mîna păturii superpusă, fie exploatate de acest element

prin arendare — în preajma anului 1907 Mocki Fischer deținea în arenda aproape tot Nordul Moldovei.

La 1938 (30 Noiembrie) elementul înigrant își ia revanșa. Această revanșă luată prin Carol pentru elementul înigrant avea să marcheze punctul final al ciclurilor lui, final în același timp și al înfrăgerilor elementului autohton. De data aceasta elementul vorbitor nu a fost că până acum, cel fanariot, din contra, este vorba de elementul evreesc.

\*\*\*

Pentru majoritatea Românilor, Mihai Eminescu este numai marele poet. Despre gânditorul și scriitorul politic Mihai Eminescu, tot această majoritate nu știe nimic sau aproape nimic. Este drept că s'au scris multe studii despre gânditorul politic Eminescu, unele serioase altele mai puțin serioase, dar studiile istorice au stat numai la dispoziția specialiștilor. În școlile secundare, adică acolo unde se capătă o cultură generală, se evita cu grijă să se vorbească de gânditorul politic, exaltându-se numai poetul. Ideile eminesciene le vom găsi totuși mai târziu și le găsim și astăzi la mari gazetari români, la acei care au frământat opinia publică românească, ca o vîna puternică, ca un fir roșu director.

Care este dar motivul pentru care Eminescu este pentru marea majoritate a Românilor, doar marele poet? Și încă și aici îl vom găsi desfigurat, neocomplet, pentru cel mai mulți Români Eminescu fiind doar visătorul, melancolicul, pesimistul, romanticul, învelit într-o mantie lăleală, nepământeană. S'a întâmplat exact același lucru și în domeniul literar ca și în cel istoric: conducătorii României posteminesciene aveau tot interesul ca gânditorul politic Eminescu să fie necunoscut. Evident că acești conducători, lovitți cu biciul de foc al verbului ar fi voit să-l treacă în uitare, să-l acopere cu văluri uitării și în domeniul poetic, dar destinul pămîntean al marelui poet atât de tragic, încât a zguduit românismul ca un cutremur, a venit ca o avalanșă, căruia nu se poate pune în cale nici un obstacol.

Și atunci cel biciuit de el — pătura superpusă — au fost nevoiți să se replieze, să se situeze pe o poziție defensivă, în care să se salveze cel puțin ceva: ideile politice, economice și sociale ale lui Eminescu trebuiau puse sub obroc. Și trebuie să recunoaștem, s'a reușit.

Ce este curios este faptul că la această conspirație a tăcerii au contribuit nu numai liberalii al căror înamic politic a fost Eminescu, dar și conservatorii, din al căror partid a făcut parte. Căuza? Eminescu n'a fost omul unui partid politic, Eminescu a fost al Țării, al Neamului și atunci când se studiază articolele lui politice se descoperă cu ușurință că în ele erau biciuiti și conservatorii, chiar în articolele în care formal cel lovit era liberalul. Eminescu nu a lovit în esență oameni, ci sisteme și în aceste sisteme se descopereau toți, și partizanii și adversarii, chiar când la prima vedere se părea că sunt loviți numai adversarii. Toate problemele Țării după moartea lui Eminescu — e vorba de problemele fundamentale și actuale atîta timp cît va exista Neamul românesc, au fost cunoscute de el, au fost studiate de el, l'au frământat și l'ea tratat.

Mihail Manoliescu îi numea pe Eminescu primul mare economist român și într'adevar, în ori ce problemă de ordin economic, când o aprofundăm, când înaintăm către origini, pe plan românesc, pe de la economistul Eminescu.

Nimeni în Țara Românească nu va putea face un studiu al problemelor evreiești fără să urce până la sursă, dar adevărata sursă, care este tot Mihai Eminescu. Și se poate oare vorbi, se poate oare trata naționalismul românesc fără să se studieze figura centrală a acestui naționalist, marele naționalist român Mihail Eminescu?

Pentru a se da o explicație conspirației tăcerii asupra gânditorului politic Eminescu, s'a găsit o formulă facilă: nu s'a făcut un serviciu memoriei poetului, publicându-se articolele și studiile politice. S'ar putea spune că aceasta e fost formula cea mai puțin agresivă, formula datorată între altele, criticii literare G. Adamescu. Dar au fost altele țări, nedrepte, pătimase, care caută nu numai să justifice conspirația tăcerii, dar chiar să doboare, să distrugă splendidul edificiu al gândirii politice eminesciene, tot atât de splendid ca și cel poetic. Eugen Lovinescu, de exemplu, nu găsește în articolele politice ale lui Eminescu nici adăncime de cugetare, nici talent deosebit de formă. «Eminescu a fost un pamphletar de idei, dar un pamphletar regretabil». Și cum spunem mai sus, chiar și prietenii lui puteau țera lui Eminescu activitatea de gazetar. Astfel Panu, în «Amintirile de la Junimea» crede că vehemența din articole

lele ce le tratează despre pătura superpusă, este un indiciu al lăburării nebunii.

Printre cei ce aprobă pe gânditorul politic Eminescu trebuie să cităm pe Titu Maloescu care combate teza susținută de unii că marele poet ar fi scris la «Timpul» numai pentru bani. «Eminescu a arătat întotdeauna înălțime de vederi», afirma Maloescu. Gala Galaction spune că Eminescu scria și atunci din toată inima lui naivă și arzătoare. Credea în ideal și în viitorul Neamului. Nu cunoștea hătrânișmul politic. Ura și iubea fără prefăcătorie. Când scria articolele se consuma, fiindcă scria cu tot sufletul. Atacurile lui sînt impetuoase, invectivele și blestemele țâșnesc ca din izvoarele psalmismului. Aurel Popovici crede că Eminescu a fost întruparea inteligenței seculare a poporului român. Un străin, Ramiro Ortiz, care a studiat pe Eminescu, califică articolele din «Timpul», «meravigliose articole». Și iată ce spune despre Eminescu cunoscutul istoric Nicolae Forga: «cu cîtezător, un luptător, un profet, dar un profet, ca profetii vechii Iudei, biciuind, de o parte, stătuind și revelând, de alta, în numele aceluiași Dumnezeu al inteligenței». Și iată ce zice marele lingvist român, Sextil Puscariu: «De pe buzele lui nu s'a deprins gîșul unui individ, ci vocea trecutului nostru românesc, în pieptul lui nu s'au săbuit bucuriile și durerile unui singur om, și acolo a bătut inima a zece milioane de Români, cu toate dorurile ce se cuprind dela Nistru până la Tisă».

\*\*\*

Odată isgonit Cuza Vodă, starea Țăranului s'a înrăutățit din nou. E drept că legea lui Cuza avea multe imperfecțiuni dar vîna nu poate fi aruncată în spatele domnitorului iubitor al Țăranilor, dacă ne gîndim cu ce forțosează a fost scoasă legea și, mai ales, că nu a fost lăsat la domnie pentru ca să-l acopere lacunele. Și încă, nu se poate face din aceasta un cap de acuzație dacă ne gîndim că erorile comise de el, au fost repetate la improprietățile din 1919. Una din lipsurile legii lui Vodă Cuza consta în faptul că nu s'a prevăzut un credit pentru Țăranii proaspăt improprietățiți, iar cea mai gravă, desigur, este acela că nu s'a prevăzut împiedecarea diviziunii pămînturilor pe lângă aceea a împiedicării instrăinării lor. Într'adevăr, pămîntul dat Țăranilor, după cîteva generații se pulverizează. După 20 de ani numai, totul unui improprietărit de Cuza, de 6 ha. de exemplu, se transformă în trei loturi a 2 ha. dacă Țăranul a avut trei copii, în un hectar dacă a avut 6 și în mai puțin de un hectar, dacă a avut mai mult de 6 copii. Presupunînd că băiatul unui Țăran care are 2 ha. de pămînt se însoară cu o fată care are și ea 2 ha. cifrele date de mine mai sus vor fi atîtne după 40 de ani și problema rămîne aceluși.

Celce e curios este că greșala lui Cuza a fost repetată în 1919. Nu s'a prevăzut nimic pentru indivizibilitatea loturilor. Eminescu știa dat seama de acest lucru și de aceea, într'un articol publicat în «Timpul», propune pe lângă împiedecarea instrăinării pămînturilor țărănești și indivizibilitatea lor și chiar precizează că tot pămîntul unui Țăran să fie lăsat băiatului celui mai mare. Care este soluția lui Eminescu pentru ceilalți copii? Ei ceea ce acestora să li se dea pămînt de pe moșile Statului. Dacă s'ar fi acceptat principiul majoritatii propus de Eminescu, indirect Țăranii erau obligați să-și des copie li meserii. Dar acest lucru nu le convenea proprietarilor, oaci evaziunea copiilor de Țăran ar fi dus la lipsa mîinii de lucru pentru moșile lor.

Dar cum spuneam principiul indivizibilității nu a fost adoptat nici în 1919 (decretul de improprietărire semnat de I. O. Duca), deși existase lege similară a cărei aplicare scosese la lumină lacunele. Și nici în 1919 nu s'a creat un credit Țărănesc și nici chiar epurările de clasă al lui Ion Mihalache, atunci când a venit la putere cu majoritatea confortabilă, nu s'a gîndit la acest lucru. Ba mai mult, atunci când pămînturile Țăranilor erau grevate într-o porție îngrozitoare, de către cîmătarii, nu Ion Mihalache a fost acela care s'a agitat pentru găsirea unei soluții favorabile Țăranilor, ci alții. Cine ar crede că Țăranistul Ion Mihalache a fost unul dintre cei care se opuneau la votarea legii conversiunii datorilor agricole, pe motiv că acea lege ducea la distrugerea creditului? E drept că votarea ei a dus — ca la distrugerea datorilor Țăranilor — la abuzuri, că au scăpat întotdeauna în Țara Românească — la abuzuri, că au scăpat de datorii și ceilalți care n'aveau nimic comun cu agricultura, sau aproape nimic, dar legea a fost justă și, în orice caz, nu Ion Mihalache trebuia s'o combată.

Țăranul român, chiar improprietărit de Cuza, nu putea face față nevoilor, dacă ne gîndim că o categorie de improprietățiți primise numai 2 ha. și jumătate, și pentru a putea trăi, trebuia să lucreze pe moșia boierilor. Această muncă

Țăranului o presta în baza unor contracte — învoile agricole — făcute cu proprietarii. Învoile erau făcute conform legii învoielor agricole din 1866. Ori această lege nu punea nici o împiedecare de nici un fel, boierii puteau face contractele după cum voiau, sau după cum reușeau să silească pe Țăranii la încheierea lor. Nu exista absolut nici o restricție. De acela Țăranul lipsit de mijloace, lipsit de experiență, lipsit de cunoașterea legilor, era lăsat pradă neasfîrșitului proprietarilor sau arendașilor. Și iată ce scrie îndurerat, Eminescu:

«Pentru locuitorul satean nu s'a făcut însă nimic. Săteanul e lipsit de ori ce protecție și e lăsat pradă, la bunul simț și bunul plac a diferitelor categorii de funcționari administrativi și judecătorești și la discrețiunea proprietarilor, arendașilor, a speculanților dela țară, la care e nevoit a se adresa în caz de treburîni. Și treburîniile sînt multe. Postul călăș neavînd în urma promulgării legii rurale imasul trebuitor pentru nutirea numeroaselor sale vite — și în vite consta avuția principală a săteanului — neavînd lemne pentru ar, neavînd bani pentru a plăti impozitele, neavînd în urma unei recolte reale nutrimentul necesar pentru dînsul și pentru familie, el e trebuit să se oblige prin tocmeli agricole către proprietarii sau arendași, care l'ie procura, plăti în zile de muncă, în dijmă, în banii în care și în cele altele. Dreptul încheierii acestor tocmeli fiind nemărginit, proprietarii sau arendași nu s'a silit a impune locuitorului cele mai cînice condiții. Trebuie să vedem diferitele tocmeli cu grelele condiții, pentru că s'au înțelegem că rușinarea lor e sigură, că sub regimul libertății sateanul au trebuit să ajungă într-o stare mult mai rea de cum fusese înainte legii rurale.

Pentru asemenea tocmeli numite pentru mulți agricole, stoarea dela locuitorul nevoiaș sau constatate ca primite de satean în urma înțelgerii frauduloase între arendași și improprietarii comunali, s'au instituit prin legea dela 1868 pentru tocmeli agricole o jurisdicție specială a consiliului comunal, care cauza improprietarilor cunoscute, nu oferă nici o garanție pentru satean și o asemenea jurisdicție a s'au menținut de partidul dominant prin camerele dizolvate în Martie 1879 prin legea în privința judecătorilor de ocazie, cu toate că, în aparență, se manifestase intenția de a lucra spre binele locuitorilor dela țară prin organizarea unei justiții, care să inspire încredere sateanilor.

Dar mai mult. Prin același lege din 1868, revăzută în anul 1872, s'a introdus și un mod special de executare, care e contrariu regulilor generale, cuprins în procedura civilă în privința executării silite. Dacă sateanul nu-și îndeplinește tocmela, art. 13 din lege declară:

«In caz cînd, după îndemnul și executarea Consiliului Comunal, locuitorul vor arăta îndărătnicie sau vor dosi din comună, consiliul îndată va cere dela subprefectura locală să trimită ajutor de doborîni necesar în executarea locuitorilor îndărătnici sau fugari în comptul vinovății.

Pentru executarea unor obligații private, datornicul să fie vinovat și executat manu militari. Și aceasta se petrece nu sub regimul regulamentului organic și sub regimul celei mai liberale constituții care garantează libertățile individuale și care recunoaște și sateanului dreptul pentru alegere de deputați și de voievozi, între altele, ca legea din 1869. Astfel dar clasa cea mai mare este supusă unor asemenea legi în folosul clasei proprietarilor, dar mai cu seamă a arendașilor. Și pentru justificarea se invocă interesul producerii agricole, ca și cînd aceasta ar fi reprezentată numai pentru proprietari și arendași.

Rezultatele economice a robirii Țăranului prin tocmeli agricole le și simțim. Condițiile în privința terarbității fiind atât de oneroase, sateanul e silit a-și mărgini cultura, și caută să-și vînză vitele ce le are. Micșorarea numărului vitelor în paraba agriculturii, acesta e un fapt necontestabil, constatat nu numai prin afirmarea și cunoașterea oamenilor competenți, ci prin cifrele oficiale. La 1860 s'au aflat în România 2.751.166 capete de vite mari și mici iar după recensămîntul anului 1873 nu erau decît 1.886.990. Și desigur, că numărul vitelor s'a mai micșorat considerabil prin efectele epizootice grozave din 1877 și 1878 și a rezbîcîrilor din acei ani care, numai pentru trebuințele armatei române în acel doi ani, după constatările făcute de directorii statistice generale, au consistat în 264.394 căru de transport cu 528.788 de boi, care au trebuit să parcurgă 26.143.677 kilometri. Dacă analizăm diferitele tocmeli agricole ce cunoaștem, gîsim că dobînda ce plătește sateanul pentru ceea ce primește în pămînt, în nutriment, nu e mai mică de 84,90 % dar în cele mai multe cazuri ea e de 184 %, de 200 %, 250 %, de 300 %.







29



atrăine Caprivi, noul cancelar, după ce s'a consultat cu generalul Schweinitz a ajuns la concluzia că solicitările Germaniei față de regele Carol I nu puteau să se armonizeze cu dispozițiile a cordului rusească. Caprivi și cu Schweinitz au adus la cunoștință împăratului că Tratatul rusesc și cu cel românesc se contrazice. «Sî se pare că Tratatul românesc a contribuit la fatala decizie de a numai prelungea pe cel ruse-german».

Și în acel timp Carol I era încurcat din cauza politicii de magnanimitate față de unguri. În loc ca acest lucru să fie imediat să se impuneze să se întindă în anul 1890 data când în anul din Transilvania după o lungă perioadă stăruie de abstracție (1890) s'a hotărât să treacă la a pune. În 1891 studenții din București au organizat într-un mare număr de pînă la 1000 de studenți din jurul de la Universitatea din Budapesta au dat un răspuns polemic care, a dus la procesul *Memorandum* în luna următoare «Liga pentru unitatea culturală a Românilor» a fost fondată la București și a început o campanie de presă, la care opinia publică a răspuns mai mult decât s'ar fi așteptat. În această situație menținerea unei alianțe secrete cu o presă din România, devenea deloc necesară cancelarii Caprivi a înțeles că politica de magnanimitate față de unguri este de natură a lăsa direct blocul Triplei Alianțe Cu mult bun simț Caprivi a recunoscut că Transilvania era adevărată cauză a rezervelor Românești, că neliniștea va dura atît timp cît Ungaria nu-și schimba atitudinea și dacă Tratatul cade, rezerva din partea Românilor va crește.

Urmand instrucțiunile lui Caprivi, prințul Reuss II aduce la cunoștință punctul de vedere german asupra acestei chestiuni lui Kalnoky, dar acesta a admis că o vorba numai de la o parte din partea funcționarilor unguri. În August următor ministrul german la București, von Bulow, în treburile prin Viena l-a vorbit lui Kalnoky despre același lucru și l-a comunicat motivele de plângere ale regelui Carol I a cătorva eminenți oameni politici români Kalnoky l-a răspuns lui von Bulow că a reușit printr-o intervenție personală să suspende execuția legii asupra grădinițelor de copii — detaliu important în politica de magnanimitate — și că studenții din Budapesta au primit ordin să-și modereze polemicile cu Români.

Dar chestiunea Tratatului nu reușea să înainteze nici un pas. În August 1891 la fel părea că chestiunea era departe de a găsi o soluție. «Regiile se arăta foarte susceptibile în această chestiune și împunau în care se găsea îl deprima mult» (R. W. Seton Watson, op. cit. pag. 417).

În 1 septembrie regele Carol nu înceta să caute o soluție. În August 1891, o escadră franceză a ancorat în apele rusești și prânzau pe o insulă aliată franco-rusă — fusese puse. Deja mulți români găsiseră că o alianță franco-rusă — românească — pe care prinde foarte bine. Din fericire erau și de acel care săi păstraseră cugetul pe umeri. Esarcu și Lahovary francezii, li marturisă lui von Bulow că Francezii «înțeleg de gura din Veneția ar fi gata să sacrifice tot Belgrad și în special pe Români, pentru malul «Elez și Război».

În sfârșit la 25 Iulie 1892, Tratatul dintre România și Austro-Ungaria a fost în mod formal reînnoit, cu participarea Germaniei ca și 1883. Au fost misti la curent cu secretul că regele Lahovary, Carp și Calandru. Nici un mare misti români de la Viena și Berlin nu au fost informați. Tratatul a fost înnoit numai pe 1 ani și cu prelungire automată pe 3 ani.

În 1890 Stircea care fusese primul contra — semnatar al Tratatului, a publicat o broșură intitulată: «Europa, Rusia și România», în care denunța pericolul unui Constantinopol rusesc, și considera pe Români ca un dig contra înălțării și protectorului unei uniuni ale popoarelor de rasă slavă, afirmând că numai o politica de neutralitate n-are sens, ea constituind pur și simplu o trăsătură față de națiunile și țările de învecinare ei.

În 1893 Stircea a scris două scurte memorii asupra diferităților cauzate Alianței de sovietism maghiar. El recunoștea că maghiarii și Români au interes comun contra rusei, dar că în realitate, dar sublinia că Români erau prea agri pentru a putea fi maghiarizati și o căută între cele două națiuni ur fi egală cu o schimbare în comun.

Millanți Volpi, poporul meu convins că cu regimul lui Alexandru, datorită lor avea să fie deplină o trebură a nașterii lui Alexandru va fi semnatul unei revolte generale că revoluție lor va fi susținută de toate populațiile guvernului va fi înălțată și dacă nu va fi constrânsă să capituleze cel puțin erau siguri că va face concesii. Din cele mai din urmă după izbucnirea conflictului central executiv al naționalității a bunul sub forma unei scrisori îndreptat, o chemare către popor. Rețineră instituția unui regim de libertate politica reală și convocarea unei Adunări constituante, aleasă pe baza unui larg sufragiu democratic în

schimb comitetul se obliga în mod solemn în numele revoluționarilor în țara patriei întregi și a lumii întregi să înțelegă orice violență și să lucreze de acum înainte pentru binele poporului.

Contrar așteptărilor revoluționarilor, nici cea mai mică încercare de revoluție nu s'a încercat după moartea lui Alexandru al III-lea. Revoluționarii își măcinaseră toate forțele în timpul perioadelor teroriste, și cea mai mare parte se mai rămăseseră dintre ei a fost arestată a doua zi după atentatul Pe de altă parte, masele populare, pe care seful revoluționarilor contau că se vor ridica în mod spontan nu s'au înscut Regimului a fost inutil. Nu numai organizația revoluționară care reclama abolirea autocratiei a fost complet izolat, dar a continuat în același timp cu autorități izolate care nu au fost executate în același timp cu autorități izolate au fost nevoiți să fugă în străinătate. La începutul anului 1884, între toți membrii comitetului central executiv al Volintei poporului, singura Vera Figner a rămas. În Rusia Dar, celebra revoluție ară a fost trăsă de o revoluționară care s'a lăsat cumpărat de jandarmii și a fost ca însăși arestată câteva luni mai târziu. Revoluționarii care au scăpat să fie prinși au încercat să reconstruiască Comitetul Central și totuși organizația Volintei poporului. Dar Germania Luptin care în țările ei aveau cămarazii s'a întors din străinătate a fost prins și puțin timp după aceea poliția a pus mîna pe toți revoluționarii mai activi. De data aceasta, Volintă poporului care a mai reușit să pună în unele câteva atentate, este învină.

Șapte ani mai târziu, în 1887, șapte conspiratori dintre care șase studenți de la Universitatea din Petersburg și un tânăr care tocmai sfârșise Academia Politehnicii, pun la cale uciderea lui Alexandru al III-lea. Poliția care-l descoperise nu l-a arestat și l-a lăsat să-și termine toate pregătirile și arestatul numai în momentul în care pregătirile cu bombă elies în strîdă și nateaptă trecerea împăratului.

La proces, cinci dintre atentatori sunt condamnați la spânzurătoare, printre ei figurind fratele cel mai mare al lui Lenin, iar ceilalți doi au fost închiși în fortarea Schlich solburg.

Noul împărat Alexandru al III-lea nu era un om bine dotat de natură. Printre profesorii săi figurează celebrul istoric Soloviev și K. P. Pobedonoscov, un civilist distins. Acesta din urmă se însărenea să devină tatăl spiritual al lui Alexandru al III-lea. Grație lui sunt influențate de la curtea împăratului și cățiva oameni pricepuți, printre care era și Lori — Molikov omul care se distinsese în timpul lui Alexandru al III-lea.

Printre măsurile rele, vom scoate în evidență pe cele ce ne privesc. E vorba de măsurile de rusificare a provinciilor de frontieră printre care intra și Basarabia noastră. Politica de rusificare a fost în particular activă în marele ducat al Finlandei și în Polonia. Finlanda avea recunoscut un statut militar special și Alexandru al III-lea l-a călcat în picioare. Început cu începutul, Alexandru consideră Finlanda o simplă provincie care face parte din Rusia. În 1890 începe porean serviciul de poșta finlandez, la Rusia. În același timp, sub pretextul că nu cadrenză cu legile rusești, el suspendă aplicarea Codului penal finlandez, care fusese votat și ratificat de el însuși cu un an mai înainte. În Polonia, Alexandru al III-lea continuă să aplice riguroso regimul sever instaurat după înscutirea din 1863. În timpul lui s'a schimbat numele de Regatul Poloniei în acela de Regatul Vistulei. Se interzice în mod riguros să se invite copiii în limba maternă. Acest delict este reprimat sever de către autoritățile rusești. Pară însă că măsurile luate în Polonia erau aplicate și în Basarabia noastră.

Hotărîți conservator în interior, Alexandru al III-lea în domeniul internațional se îndepărtează senzibil de politica urmărită de autocrata ruse de la începutul secolului al XIX-lea. La urcarea pe tron a lui Alexandru, Rusia este aproape izolată. După Congresul de la Berlin, străna prietenie care erau între cercurile germane și rusești este foarte slabă. Alexandru al III-lea care ca țarevul împărtășea viața trita la naționalităților ruse contra lui Bismarck, continuă să se ferosească de politica germană și de principalul ei inspirator. Dar N. K. Giers care după retragerea lui Gorchakov în 1883 a devenit ministru de externe, caută să mențină vechile relații de prietenie și de alianță cu Germania. Cu toate că Alexandru afirmă că este propriul său ministru de externe, ucului călădădat pe acest ministru care dăru nu păcătuiește prin marea lui inteligență, este cel puțin un funcționar constituțional și activ. Dacă așteptările lui Giers ovită oarecarea timp rupturi cu Germania, nu mai puțin relațiile germano-ruse, rămân încordate.

Rusia începuse sub Alexandru al II-lea, să caute în Asia centrală o componentă a schizării influenței sale în Balcani. Această politică a urmată și sub Alexandru al III-lea.

Din primul ai domniei ei reușite să supună definitiv pe Tekeli Turkmenia transcaucaziană și capitala ei, Merv, reușeau demersuri autoritatea lui. Frontiera ei ajunge la marginea Afganistanului. Afganistanul se neliniștește. Băzându-se pe sprijinul englezilor, pe care autoritățile britanice din India li promit, ei atacă în 1885 detașamentul generalului Komarov care se găsea cantonat aproape de râul Kouchk. Nu numai că ei sufere o gravă înfrângere, dar sunt decepționați de atitudinea ministerului Gladstone care nu vrea să intre în conflict deschis cu Rusia și se mulțumește cu explicațiile pe care guvernul rusesc le dă. După cum se vede englezii odată în plus împing pe cineva la răboi (Poloniei sau Iugoslavii în timpurile noastre) și apoi li însă să se descurse singurii! Astfel noua frontieră nu senesc este menținută între râurile Moughab și Amou-Daria, în vecinătatea imediată a Afganistanului, care o renunșase în 1887. Cinci ani mai târziu, cu ocazia unei noi ciocniri în Pamir, trupele rusești bat un detașament afgan incidentul nu provocă complicații serioase cîci Rusia, Anglia, Afganistanul și China se înțeleg să împartă regiunea Pamirilor. Deci de data aceasta, Englezii fără să tragă un cartuş, se prezintă, și cu succes, la împărțirea prazii!

Dacă stăpînirea unei părți a Pamirului care este un deșert, nu l-a ducă deloc avantajii Rusiei, nu același lucru este cu Turkestanul care este bogat în ferili. Industriații rusei văd în asta posibilitatea să se lipsească de bumbacul englezesc. Dencela ei încep imediat cultura în mare a bumbacului. Activitățile lor și progresul sunt cu atît mai reperi cu cît sunt favorizate de construcția pe cheitului Stațiului a unei căi ferate care lega Samarkandul și Amou-Daria de litoralul oriental al mării Caspice.

Expansiunea în Asia Centrală, care este foarte profitabilă industriștilor ruși și care este privită foarte bine de ei, are inconvenientele ei. Ea neliniștește pe Englezi care devin din ce în ce mai bănuitori din cauza pătrunderii Rusiei pe acele locuri.

Departo de a renunța la propoziția rusească în Balcani, Alexandru al III-lea înțelege s'o întărească. Cum tratatul de la San Stefano a îndepărtat Serbia și România de Rusia și le-a apropiat de Austro-Ungaria, Rusia își îndreaptă privirile spre Bulgaria. Alexandru se gîndește să facă din Bulgaria un instrument supus politicii sale. Dar planul său întâlnește obstacole neprevăzute. Mai întâi că prințul Alexandru de Battenberg cu toate că urcarea pe tronul bulgar și-o datora Rusiei, nu înțelegea să devină un fel de guvernator al rușilor în Bulgaria. Pe de altă parte, partidele politice bulgare, în care sunt grupate elementele cele mai cultivate ale țării nu sunt dispuse să se pună sub tutela Petersburgului și să urmeze orbește scopurile Rusiei. Astfel politica lui Alexandru al III-lea provoca în Bulgaria conflicte care se termină în defavoarea Rusiei.

În Aprilie 1881, puțin timp după moartea lui Alexandru al II-lea, prințul Alexandru de Battenberg a dat o lovitură de Stat cu ajutorul consilierilor săi ruși. El schimbă conați tuție democratică de la Tarnova acordată Bulgariei cu ocazia declarării independenței sale și își ia pe timp de 7 ani puțori egale cu o dictatură aproape absolută. Departo de a protesta contra acestei lovituri de Stat, guvernul din Petersburg care vrea să pătrunsă pe bulgari sub tutela lor, trimite în grabă pe doi dintre generali săi. Soloviev și Kaulbars, în noul guvern format între primul ei președinte de consiliu și al doilea ministru de război. Ei nu reușeau Liberalii bulgari să ridice contra Rusiei deoarece nu accepta lovitura de Stat. Conservatorii intră în guvern dar ei apără cu energie independența lor contra reprezentanților Petersburgului. Prințul Alexandru nu înțelege să urmeze docil așteptările rușilor care vor să fie precepții sau tutorii lui; căteodată el recurge la sprijinul, lor, neopertindus cu autoritatea lor, atîtădată dimpotrivă le opune pe ministri ai bulgari. Pe măsura că tonul celor doi generali devine mai hotărît al celorlor lor mai precise atitudinile prințului și a ministrilor ai bulgari devine mai netă. Contra pretențiilor excesive ale Rusiei el caută să-și asigure sprijinul Austro-Ungariei care se felițică din cauza înăscutului politice rusești și caută să profite. Când li dă seama că nu are influența dorită asupra prințului Alexandru și asupra guvernului său conservator, Soloviev se gîndește să restabilească regimul constituțional în Bulgaria. Dar prințul Alexandru to în înaltă și reabilitează el Constituția de la Tarnova. Doi ani mai târziu pentru ași o apăsă populară tăten el ia o nouă inițiativă. Închidut turburări serioase în Rumelia Orientală, pe care Congresul din Berlin o deținase de Bulgaria și o pusese sub administrarea unui guvernator numit de Turcia, el profită și intră în fruntea trupelor sale și proclama uniunea cu principatul lui. Aceasta lăsa pe care Rusia voia atîtădată să o realizeze prin tratatul de la San Stefano, li intră pe Alexandru al III-lea prin spiritul de independență pe care li arăta prințul de Battenberg și refuză s'o sancționeze. Mai curios a faptul că Turcii nu protestează și se mulțumesc, să salveze aparențele, să lănumască pe prințul Alexandru guvernator al Ru-

melii Orientale. Singura Serbia atacă pe Bulgari, dar fiind învină, e nevoită și ea să recunoască uniunea bulgară.

Dar în toamna lui 1884, ca urmare a unui complot organizat de câțiva ofițeri bulgari cu sprijinul rușilor, Ale-xandru de Battenberg este arestat în palatul său, obligat să abdice și condus la frontieră. Puterea trece în mîinile unui consiliu de regentă. Pentru ai ajuta să iasă din haosul care a urmat, Alexandru al III-lea le trimite din nou pe generali Kaulbars. Acesta se arată lipsit de tact, nu ține cont de Constituție, se poartă cu autoritățile și cu populația cu aroganță așa că mîlănuie egală cu complotul. Partea repede poporul se ridică contra lui și a guvernului astfel că este obligat să plece foarte repede. Relațiile oficiale între Rusia și Bulgaria sunt întrerupte pentru lung timp.

Alexandru al III-lea nu admite cu ușurință aspectul lui Visează. Pentru a-și realiza vîrul nu exia să ducă o politică personală. Fără gînjuia ministrului de externe și fără să țină seama de statul lui, el intră în relații, prin intermediul lui Katkov, cu emigranții bulgari care conspirau contra constituției de regentă bulgar, aprobă planurile lor și le pune la dispoziție fondurile necesare. Când Giers li strînge atențiunea asupra unei revoluții bulgare astfel preparată, Alexandru al III-lea li răspunde cu salvitate. «Nu o vorbă de o revoluție ci de restabilirea ordinii; trebuie să știți astăzi, Pașunescu și orbierea au sunt atît de mari, încît nu numai că se gîndește la ocuparea Bulgariei, dar consideră că această ocupare nu prezintă nici un pericol, spretruică nimeni nu va îndrăzni să încă nimice». Și ministrul său a reușit să-l convingă cu mare trudă, că într-o asemenea aventură, Rusia riscă să se cleonească cu o mare cantitate de puteri, și că în orice caz «rebelia» Bulgarie poate fi sigură de sprijinul Austro-Ungariei, și acesta în război el, de la Germania, aliată ei. La sfârșitul anu lui 1886, Rusia nu poate conta pe nici un aliat, ea este total izolată în Europa.

Alianța Austro-Germană, este mai amenințătoare încă pentru Franța decât pentru Rusia. După alarma din 1875, în timpul căreia intervenția lui Alexandru al II-lea impiedicase pe Germani să atace Franța, aceasta trădase cu teama unei agresiuni germane. Numai Rusia poate să-și asigure alianța definitivă pe care o dorește.

Când guvernul rus se afla izolat din cauza politicii sale balcanice, Franța se grăbește să-i arate prietenie. Și în începutul anului 1887, ministrul său de afaceri străine, Flourens, a conștinț să primească delegația Adunării Naționale Bulgare, însărcinată să-l solicite ajutorul puterilor europene contra Rusiei care vrea să dispună de soarta Bulgariei, el a făcut-o ca să reamintescă bulgarilor recunoștința ei a datoracei ei Rușilor, și l-a sfătuit să se arate supuși! «Historie de Rusiei», Milloukov, III, pag. 1026-1027.

Această atitudine le-a făcut Rușilor și mai mare plăcere cu cît celelalte puteri nu dădeau Bulgarilor aceste sfaturi. Ea este bine primită de către Alexandru al III-lea, care are imediat ocazia să-și arate satisfacția față de guvernul francez. Când Bismarck, care acasă pe ministrul de război francez, generalul Boulanger, că vrea să pregătise un război de revanșă, întreabă Saint Petersburgul că dacă în interesul Europei, Rusia nu poate admite o nouă adobire a Franței și că în acest caz nu numai că ea nu vrea să ajute contra Franței pe un aliat al Austro-Ungariei care practică în Balcani o politică anti rusă, deci ea nu va rămîne neutră în eventualitatea unui război franco-german. Astfel se prepară apropierea franco-rusă. Pentru moment este numai o «sentență cordiale», născută din comunicarea unor interese comune, dar nu o vorbă de un tratat. Alexandru al III-lea nu se poate hotărî la o alianță efectivă cu o țară cu regim republican așa că cu toate că alianța germană nu inspiră nici o încredere, el evită să o rupă cu Germania.

Dar oricum, relațiile se încordează din ce în ce mai mult între Rusia și Germania. La neînțelegerile politice se adăugă un conflict economic. Protecționismul din ce în ce mai mare pe care guvernul li practică în a doua jumătate a domniei lui Alexandru al III-lea, încează profund interesele germane. Bismarck răspunde teribilului din 1887 printr-o urcare considerabilă a drepturilor de vamă pe mărfurile rusești. În același timp el se forțează să facă greutăți Rusiei ca să nu găsească împrumuturi pe piața germană. Dar Rusia cu toți războiul vamal, menține taxele fixate, găsim capitalul în Franța. Așa li naștere o nouă legătură între Franța și Rusia.

Prietenia dintre cele două țări se găsește consolidată, în timp ce o animozitate reciprocă îndepărtează Germania de Rusia. Moartea lui Wilhelm I-ul, prieten personal al Rusiei, precipită ruptura germano-rusă. Din partea sa, noul împă-

(Urmează pag. 22.)







- 20



Stefan Munteanu. Rubrica de «Insemnări și cărți» este semnată de Aron Grămada

La Tel Aviv apare în limba română revista «Shevet Romania». În numerele 6-7 din 1980, printre alte articole de «istorie evreiască» întâlnim și unul al lui Israel Marcus. Intitulat «Peșterile o revoluție evreiască în România». D. Israel Marcus, își prezintă cititorilor în câteva rânduri cules în cursiv, la începutul articolului său emoționant: «A fost o răscăladă intrinsecă a pașii. A fost o răscăladă împotriva răscăladă». Această răscăladă a fost epe la mijlocul anului 1899, din cauza antisemitismului populației românești de la sate și orașe. Pe evrei — spune d. Israel Marcus — s-a cuprins subit panica și n-au găsit altă soluție decât să-și ia lumea în caps. Curios! Până la d. Israel Marcus tot mapamondul știa că antisemitismul în România a fost inițiat de Corneliu Codreanu. Deci acum aproape 100 de ani, exista o serioasă problemă evreiască în România. Din ce cauză? Iată ce spune d. Israel Marcus: «La baza antisemitismului se află o idee exploatată la maximum (în parlament, la catedrele universitare, în presă, în secol și zeci de cărți și broșuri și de manifeste), de un șir poate nu atât de imposant dar tare gălăgios de antisemiți de la personalități țile politice și culturale, la lichelele de rând —, pentru că cum vânt apru se a abătut asupra lui Israel (Ecoul pribegilor Plata Neam) 1900. Mai departe în același articol: «Guvernul e profund antisemit, mai toată presa e sincer antisemit».

De observat că încă de la sfârșitul secolului trecut România începea să se numească Israel cu toate că număra evreilor «în arestat» erau de 200.000 — spune d. Israel Marcus. «Evrei — mai scrie d. Marcus — au hotărât să fugă cât mai departe — să scape de infernul care îi se creșea în fața lor, în care, în mijlocul dintre ei li chemase, li ademenise cu inși cu două, cu trei generații mai înainte».

D. Israel Marcus te dezamăgește și cu laptele istoricelor și cu judecata pe care numai d. Israel Ararat ne-ar putea-o elucida.

Noi ne mulțumim să reținem un singur fapt. Toată «tragedia evreilor» despre care vorbește d. Marcus, se petrecea înainte de Corneliu Codreanu. Și o întrebare: Care să fie cauza, adeverata cauză, a acestor tragedii ale evreilor?

În revista de limbă română «Facia», din Israel, au apărut o serie de articole cu reproduceri și comentarii ale fragmentelor din cartea lui Gabriel Bălănescu publicate de revista noastră sub titlul «Insemnări de bord ale unui navigator orb».

Comentariile sunt publicate sub titluri de sensație: «Din cultele serviciului secret antonescian. Antonescu, spionajul englez și Veturia Goga», sau «Părerile unei principese ruse despre comunism și evrei», etc. Stilul comentariilor din revista «Facia» îl privește pe redactorii. Noi ne simțim datori să explicăm numai că atât comentariile cât și reproducerea sunt — conform tradiției cunoscută (a «enemijilor» cum ar zice d. Gogor) — alterate prin trunchieri, prin omiteerea amănunțelor care îl dezavantajează și prin inversări intenționate de dialog.

Comentariile anonimizate de la «Facia» debutează cu întrebarea dacă intra-adever întâlnirea dintre Gabriel Bălănescu și Eugen Cristescu, în închisoare, a avut loc: «Evocările lui Bălănescu — scrie «Facia» — trebuiesc primite cu toată rezerva, măcar că are aerul că și-a impus o oarecare notă de obiectivitate». Gabriel Bălănescu și-a transcris cu fidelitate amintirile. Dar redactorii de la «Facia» îi atribuie propriile lor obiceiuri. În plus este și neinformată Eugen Cristescu a murit în închisoare, chiar în celula în care a stat cu G. B., după un an, adică în 1950, în brațele unui tânăr sârb — poezindului acestuia amintiri despre Antonescu.

Nu ne-am fi sesizat de comentariile din «Facia», dacă nu remarcăm faptul că a inversat dialogul dintre G. B. și E. C. Nu Cristescu a stat de vorbă cu principesa rusă, ci G. B. Ne întrebăm: să fie vorba de o lectură superficială, sau de o rea intenție.

Suntem datori cu această precizare pentru a păstra intact înțelesul textului publicat de revista noastră.

L. I. C.

# INSTIGATIILE DOMNULUI MARIUS LIGI

## IV

De TRAIAN POPESCU

«Procesul Iorga» a fost montat la repezeală. În noaptea de 16-17 Aprilie 1938 Căpitănelul a fost arestat în Predeal.

Procesul a fost trimis spre judecare la Tribunalul Militar dela Malmaison în București, fixându-se ziua de 19 Aprilie, pentru începerea desbatărilor, contrar tuturor regulilor judecătorești în materie și în chiar după amiaza aceleiași zile, s'a dat sentința fixată de Armand Călinescu — șase luni de închisoare grea — pentru ultragru — maximumul prevăzut de Codul Penal român. Acuzarea că și condamnarea erau bazate pe scrisorile trimise de Căpitănelul Profesorului Iorga, reproduce mai sus.

Cum era de așteptat ordinea Regelui către Tribunalul alături din ofițeri supt — fără rețențe morale sau naționale — la aplicat pedepșa dictată, toate pledoariile apărării, dovezile aduse etc. rămânând fără efect.

Atmosfera dughănoasă în care decurseseră desbatările și procedul bizar de grăbit, lăsau impresia certă că totul era doar preluatul altor măsuri represive, deoarece poliția și jandarmeria au arestat în aceiași noapte elita legionară de care nu se atinseseră până atunci, pentru a nu alerta masele.

Într'adevăr în următoarele treizeci de zile echipa juridică a lui Armand Călinescu a montat un nou proces — proces politic — înscotit de mințile bolnavicioase ale tiranilor țării, prin care urmăreau lichidarea Căpitănelului și a Gărzii de Fier. Căpitănelul era acuzat de «înaltă trădare», sub pretextul că ar fi deținut acte secrete de Stat — în realitate șase ordine confidențiale ale jandarmeriei către posturile de jandarmi privind urmărirea și arestarea legionarilor, relații cu străindăle și cu puteri străine care li înmănușau, probe de bază fiind o scrisoare apocrifă, atribuită lui Codreanu și care în realitate era a unui țărânet — legionar Rădulescu — Thanir, care s'a prezentat în ultimul o moment la ușa Tribunalului Militar pentru a depune mărturie și a recunoaște paternitatea scrisorii, fără însă ca Tribunalul să accepte; armarea populației cu scopul de a provoca război civil — invenție clinică a Ministrului de Interne Armand

Călinescu, deoarece niciodată nu s'au descoperit depozite de arme sau muniții în casele legionare.

Apărarea și Căpitănelul în pledoaria lui, au spulberat toate acuzațiile născocite de regimul carlist. Înutil. Condamnarea fusese deja fixată și ordonată și Codreanu a fost condamnat în noaptea de 27 Mai 1938 la 10 ani muncă silnică ca trădător de țară, după ce două zile mai înainte Regele Carol al II-lea, prin Decret Lege, introdusese pedepșa cu moartea.

Domnul Vasile Mailat, avocat în acest proces, scrie în cartea — «Mărturiile despre Legiune» — editura Dacia — Rio pag 126:

«Sentința nu leșie din capul și convingerea judecătorilor militari. Ei erau numai instrumente carbe. Hotărârea fusese redactată în cabinetul Ministrului de Interne Călinescu și aprobată de Rege».

Deliberarea care ținuse toată noaptea, fusese farasa care trebuia să acopere crimă ce va urma».

Condamnat pentru «înaltă Trădare» de Colonelul Constantin Dumitru și Tribunalul Militar, Corneliu Zelea Codreanu?, care timp de 16 ani fusese țărât din închisoare, în închisoare pentru că se încăpătănase să apere Constituția și instituțiile democratice ale țării, protestând în parlament și presă contra încălcărilor samavolnice ale guvernanților, nu era numai o nedreptate strigătoare la cer, ci o insultă adusă legilor și o rușine pentru neamul românesc. Nemenic la guvernanților trecători la cămașa Statului, a fost cu atât mai mare, cu cât ei au dovedit că sunt unelte carbe ale unei interese din afară, propovăduitoare de șolduri socio-politice strelte de aspirațiile și drepturile poporului român.

Într'un climat atât de prielnic ca regimul carlist din România anilor 1930-1940, iudaizată dela Rege și Guvern până la cele mai mici sectoare ale administrației de Stat — poliția și jandarmeria —, e explicabilă graba cu a avut-o guvernarea cum a mărturisit-o în gazeta din Cairo, de a înălțura post

bitățiile redeșteptării românești preconizată de Corneliu Zelea Codreanu.

Sase luni mai târziu, în noaptea de 29-30 Noembrie 1938, au înscenat povestea tentativei de fugă de sub escortă și stărilor jidovinei au asasinat mișelește pe Capitan, pe Nicodori, pe Decemviri, după ritualul talmudic prin strangulare, convingi că prin decapitarea Seșei Mișcării Legionare și prin teroarea care a urmat, Românii prin «resemnarea miilenară» vor uita martirajul Căpitănelului și învătăturile lui.

Ordinile overimii fuseseră împlinite și satisfacția și-o mărturiseau prin valurile de pampanie care a curs și prin salutul batjocoritor «Trăiască Legiunea cat și Capitanul!».

Regele asasin a primit împrumuturile convenite, călăul ministrului de Interne Armand Călinescu a ajuns la 7 Martie 1939 Prim Ministrul, ca răsplătă a fidelității cu care împlinise planul întocmit pentru asasinarea Căpitănelului și lichidarea prin teroare a Gărzii de Fier, iar Iuda se desăfă în onoruri, fără a renega asasinările comise, fără nici o remușcare de conștiință pentru mișela la care participase și căreia li deschisese drumul.

Căpitănelul avusese dreptate, fusese «un încorect, un necinstit sufletește».

Cu toate acestea Garda de Fier la 6 Septembrie 1940, când s'a constituit Statul Național Român Legionar, nu s'a gândit o clipă să se răzbune sau să plătească neomenia cu care s'a purtat. L'au ustat la Vălenii de Munte și cum am mai scris și altădată, dacă n'ar fi fost Gestapo-ul german care să-l pedepsească pentru imitările lui în «facerile politice» ale Reichului, utilizând elemente periferice legionare, cu dubiul scop de a face o lichidare de conturi» cu profesorul Iorga și a arunca blamul asupra Legiunii, pe care, cum s'a dovedit la 21 Ianuarie 1941, nu o dorea nici puternic, nici stăpână pe destinele Neamului Românesc, profesorul ar fi fost, după alungarea Regelui trădător, în

LE VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL  
ROUMAIN ACCORDE SA PREMIERE  
INTERVIEW EN EXCLUSIVITE A  
« PARIS-SOIR »

# «La Garde de Fer

a disparu  
à jamais»  
nous affirme  
M. Calinesco



«En moins d'un an le peuple roumain a perdu sa liberté et sa dignité. C'est une catastrophe pour nous Roumains. Nous ne pouvons pas continuer ainsi. Nous devons nous réveiller et nous défendre. Nous devons défendre nos libertés et notre dignité.»

1948 primul președinte al României judco-comunistă a Anot Pauker, sau murea la canal sau în închisoare.

test, măcar formal, din partea bătrânilor politicieni sau ai «demnitarilor țării».

Grosolanele minciuni și acuzații absurde puse la baza uciderii și schingiuirii tineretului legionar, care era tineretul țării, apărătorii ei de mâine, copii lor, nu l'au făcut să tresare de indignare. S'au complăcut într-o tăcută indiferență, chiar într-o complicitate nedemnă, cu adevărații trădători ai țării călăii și asasinii acestui tineret, care era viitorul continuator al tradițiilor autentice românești.

Problemele țării în acea vreme nu erau succesiunea politică, ajungerea la putere, răvnita de toți, ci salvarea intereselor naționale grav amenințate de incleștrarea de destin european din 1938-1944, pe care Căpitănelul aceluia tineret o întuise, o profetisase, pregătind oastea care să-l facă față. Eliminarea lor inumană, brutală, complăcea comunismul jidovesc, al cărui joc l'au făcut guvernanții români de atunci, cari lipsiți de scrupule, de iubire de Neam și Țară au fărâmițat după aceea România Mare, prin miopia lor politică.

Câteva luni mai târziu, la 23 Februarie 1939, Armand Călinescu plin de el declara ziaristului francez — de rit mozar — Leon Herman — trimis al ziarului «Paris Soir» ca să-l ia un interviu: «Garda de Fier a dispărut pentru totdeauna» cum relatează Dl. Parnil Selcaru în cartea sa «Istoria partidelor Național, Tărănesc și Național-Tărănesc», vol. II, pag 255-57, adăugând:

«Apele adânci sunt în curgera lor liniștite, la fel și poporul român înscăpă prin aparența lui liniște cu care acceptă resemnat vitregia împrăjurărilor. Regele Carol a fost convins că într'un an dictatura lui a fost admisă de aproape unanimitatea țării. Ecoul acestei convingeri li gasim în interviul lui Călinescu».

# La Garde de fer

— Et la Garde de fer ?

— C'est déjà une vieille histoire, dit le vice-président du Conseil. La Garde de fer n'existe plus. Il n'est donc plus nécessaire d'en parler. Son nom même n'a plus lieu d'être cité. C'est peut-être dommage pour vous et pour vos confrères journalistes car c'était là un excellent sujet de reportage sensationnel disparu maintenant à jamais. Excusez-moi de vous enlever ainsi, en quelque sorte, le pain de la bouche, s'excuse en souriant M. Calinescu.

Le ministre ajoute en conclusion :

— Mais vous pourrez décrire maintenant à vos lecteurs l'aspect d'une grande Roumanie forte et une n'ayant qu'un désir, celui de travailler en paix et en parfaite amitié avec ses voisins, ses alliés et tous les peuples qui le désirent. »

Léon HERMAN.

cu» «Armand Călinescu nu arăta în aceste declarații, un optimism publicitar care expresia unei convingeri. Săptele luni mai târziu s'a verificat în condiții tragice, că erau de amăgitoare aparențele».

«Întrebarea este urmarea ngele permanentizarea regimului, consolidarea «Frontului Renașterii Naționale», dându-li funcțiunea pe care o avea partidul național-socialist în Germania? Pot răspunde că regele nu acorda acestui «front» o mai substanțială realitate».



te decât ceea ce acordată de opinia publică, a fost o mare trecătoare, jinta lui fiind refacerea celor două partide: liberal și național-țărănesc, cărora le erau destinați ca șefi Victor Iamandi și Armand Călinescu, respectiv în judecata regelui, cele două partide ar fi asigurat funcționarea pur formală a unui regim parlamentar comod, acutându-l să mai exercite fațis dictatura. Fără îndoială că o asemenea concepție era de domeniul hăneretilor, dar nu mai puțin sintetizat obiectivul final al operației începute la 11 Februarie 1935.

Într-adevăr aparențele au fost amăgitoare. La 21 Septembrie 1939, călăul tineretului neamului românesc, Armand Călinescu, a fost ținut de gloată pe asfaltul podului Elefterie din București, plătind astfel încălțările făcute cu în mai-băina, de Irod dement care ucisoare sunt. Călinescu, tineret legionar dormise să împlinească mărețul destin rezervat Neamului Românesc.



Prahovenilor le-a revenit meritul de a fi răscunătorii căpitanului.

Dela sfârșitul tragic al Capitanului ei fuseseră observate de ideea că lor le incumba datoria de a-l răscuna și au format în acest scop 30 de echipe gale de supremul sacrificiu. Toate au căzut din cauza indiscrețiilor sau a înjurăturilor potrivnice. Părea că toate oștile diavolului li spărau pe Armand Călinescu. Totuși ultima, de sub șefa avocatului Mitu Dumitrescu, a reușit să spele această rușine depe obrazul Neamului Românesc.

Tristă hărăzire de destin, cum o mărturisește avocatul Mitu Dumitrescu seful celor nouă tineri din Prahova, care se deciseră să pedepsescă nepotrivita fărâșă Capitanului și să-l împlinescă vrecă de a-l răscuna!

În Circulara nr. 146 din 11 Februarie 1939 Capitanul scria:

«Domnul Istrate Micoșu a cerut omorârea mea pentru înalte rațiuni de Stat.  
Seful Legiunii râde de moarte și nu se pănește de ea.

Pac această circulară pentru că VREAU SA FIU RAS BUNAT.

Această v'a spus Moia

Și nu dintr-o poftă personală de răscunare, ci pentru că am convingerea că VETI FACE UN BINE NAȚIEI ROMĂNESTE!

În mesajul transmis Țării prin Radio București ocupat de el în aceeași zi, MITU spune:

«Armand Călinescu, Președintele Consiliului de Miniștri a fost executat de o echipă de legionari. Suntem toți copii de români din Prahova și am împlinit o necesitate dureroasă. Am pedepsit pe acela cu al cărui consumământ a fost ucis cel mai mare dintre Români, Corneliu Zelea Codreanu!»

Iar în scrisoarea testament lăsată de el, scria:

«Din dragoste adăncă față de acest pământ frământat de sângele atâtor martiri, din dragoste pentru Neamul acesta, vom încerca să rupem o frântură din trupul uriaș al viamei conducător ce roade fînța Neamului»

Priviți cu încredere viitorul. Nu uitați că Neamul Românesc are o misiune sădită în el de Dumnezeu și că există o linie de onoare a Neamului. Echipa»

Odată împlinită misiunea ce și-au asumat, s'au predat autorităților, cu toate că știu că-l aștepta moartea în chiuri apocaliptice. Efectiv chiar în după amiaza aceleiași zile, cu trupurile transformate în saci de carne și oseminte frante, au fost împușcați-cadavre deja — într-un simula cru pe locul unde Armand Călinescu își primise răspata crimelor săvârșite.



Domnul Pamfil Seicaru care a trăit drama acestor tineri, începând cu postul de radio unde a asistat personal la predarea lor, povestește în cartea amintită, pag. 254-257.

«În primul moment, când Armand Călinescu a căzut elurui de gloată, regele Carol și-a pierdut siguranța cu care înfrunase realitățile politice interne. A rețut la reprimărea cea mai spectaculoasă, în stilul mai vechi al lui Abdul Hamid»

«Cel înșărcinat cu misiunea reprimării spectacula re Generalul Gavrila Marinescu, numit ministrul poliției»

Cu scopul de a înșălmănta Garda de Fier, prefectul au designat în toate capitalele de județe câte trei legionari spre a fi imediat împușcați, iar cadavrele au fost expuse în piețele publice. În Capitală în afară de cei trei sorțiți împușcării pentru fărâșă județ, au fost executați și cei nouă care participaseră la asasinarea lui Armand Călinescu. Au mai fost deasemenea

impușcați dintre legionarii aflați în lagărele din Vaslui (32), din Miercurea (20) din închisoarea Râmnicu Sărat (10) și spitahul Brașov (6).

Cruzimea este răspuns de sensibilitatea poporului român și excesul de teroare a produs un efect cu totul contrariu celui urmărit de rege. Există în structura sufletescă a Românilor un adânc sentiment de dreptate, respingerea a tot ce este act arbitrar, adică o sentință dată și executată fără respectarea formelor legale ale justiției.

În reacțiunea regelui, după asasinarea lui Armand Călinescu, nu poate fi vorba de o conștientă asasinare a furei, este un act asupra cărui a meditat, dară nu a fost chiar prevăzut mai de mult, ca o ipoteză într-un plan de hupă. Florul de gloată care a străbat țara, spre tăcere totală ca în fața unui cataclism cuprindându-să sentința dată de sentimentul de omere al poporului român, care a fost ultrajul de asasinarea din ordinul regelui Carol Dictatura regală alunece pe dâră de sânge.

Cifrele date de Dl. Seicaru sunt aproximative, căci în realitate excesul de sânge provocat de liberalismul diverselor prefece și șefi de închisori, care vroiau să-și dovedească alăgamentul față de regimul carlist, a dublat în multe capitale numărul victimelor legionare. În scurtul răstimp al Statului Național Legionar nu s'a putut stabili cifra exactă execuțiilor fiind efectuate fără înregistrări administrative. Mulți dintre vinovații represunilor preferaseră să se auto pedepsească. Au existat însă și alții-glorie lor-care au avut curajul să raporteze că în județul respectiv nu existau legionari, eritând să-și năvălească mâinile și constința cu sângele nevinovat al legionarilor vișiți.

În orice caz, «NOAPTEA CUTITELOR LUNGI» cum o numește Inginerul Nicolae Roșca în titlul art. 100 publicat de Carpații Nr. 19/1979, sau ABDUL HAMID — după înregistrarea Domnului Pamfil Seicaru, a constat din 255 de asasinare fizice și mii de schinguiți morale pentru restul deținuților legionari, a căror soartă depindea de capriciul Salomeei moderne Elena Lupescu din Alas Vultur. Oarecând a regelui Carol al II-lea. Pentru istoria Legiunii noastre de 21 Septembrie 1939 va rămâne noaptea românească a «Sfântului Bartolomeu», căci în această noapte a fost sorțită crucificării floarea tineretului românesc. Suflete de potențe intelectuale creatoare, genii științifice naționale — ingineri, medici profesori, muncitori și țărani de nădejde, au fost măcinați, în această noapte de pomina de mitralierele unui rege paranoic și depravat, care nu s'a gândit, o clipă măcar, la gohurile lăse în patrimoniul românesc intelectual, la această elită conducătoare de mâine a Țării, numai pentru că și vroiau și ordonaseră dirigenții somnii ai comunismului internațional.

Cei nouă cavaleri ai dreptății, care — și sacrificaseră viața lor, tineret, puterea lor creatoare și viața pentru a elimina călăul Țării anticomuniste, nu fuseseră nici o dată răniți de rând, nici mercenari, nici teroriști anarhistici, nici al niste eroi al eliberării Neamului lor de dominația veneticeilor care încalcaseră drepturile autohtonilor.

Nu vi se pare Sfânta Domnule Marius Lig, că acești legionari cavaleri ai dreptății sunt mai degrabă precursori și martiri al luptei pentru asigurarea drepturilor omului și libertății individuale în Țara lor?

Poporul evreu în milenii lui de istorie biblică, a răspuns la fel violenței prin violență, ba au mers până acolo că au răstignit pe cruce chiar pe fiul lui Dumnezeu, numai pentru că acesta li alungase cu bicul din templul profanați de zarafi și de mislii, ei vrând dominația materială și ritualitatea divină. «Ochi pentru ochi, dinte pentru dinț» și dreptatea amoro judaice» aplicată și în zilele noastre naștului Eichmann și arabilor palestinieni de care țara noastră are deosebită simpatie.

Care de ce n'ar fi permis și altor națiuni să păcătuiească făcându-și singuri dreptatea răscunată de organizarea statului sau de neaplicarea legilor? mai ales când aceste violențe izbucnesc pe vânzătorii de frați?

#### CEL DE AL PATRULEA CAZ — Iuliu 1940 —

Blaga o amănă în jurul Bucureștilor, fusese în secolul trecut un mare filosof, un mare om de știință, un mare om de literatură, un mare om de artă și un mare om de politică. El a fost unul din cei mai mari gânditori ai țării noastre și unul din cei mai mari scriitori. A fost gulerul deținuților prin tuberculoză.

Dela apariția Mișcării Legionare, a fost destinată schinguii lor, iar după asasinarea Capitanului afectată și pentru cimitir al lui, al Nicadonilor și al Decevmirilor, alai de guvern ca să-l însoțească în călătoria către aluna recini.

La crearea în 1940 a Statului Român Național Legionar au fost arestați, din înșărcinarea Conducătorului Statului au fost arestați, din înșărcinarea Conducătorului Statului au fost arestați, toți asupritorii, schinguiții, executorii, într-un cuvânt toți călăii tineretului legionar și în

chiși la Jilava. Din deținuții uriași să aflați în tribunale speciale, ca o satisfacție dată Țării ultragiată de sentimentele ei umanitare, prin bestialitatea cu care oamenii corupți sufletești — și schinguiți — mul de tineri naționaliști români.

Fuseseră strânși acolo, prinși de poliția legionară, peste 600 foști miniștri, militari, prefece, militari, executori, jandarmi, poliști, care se întrecuseră în schel de saltrap și în

Garda de jandarmi de până atunci fusese înlocuită cu garda legionară, ad hoc constituită din membri ai diviziei formate din judecatori și funcționari ai Departamentului de Justiție, care să cerceteze cazul și să stabilească gradul de responsabilitate al fiecăruia.

La ordinul Generalului Antonescu, Ică Antonescu a fost trimis la Jilava în a doua vreme, în calitate de șef al chestiei formate din judecatori și funcționari ai Departamentului de Justiție, care să cerceteze cazul și să stabilească gradul de responsabilitate al fiecăruia.

În această comisie nu participă nici un legionar, ceea ce permisea lui Ică Antonescu să îndrăznească în fața comisiunii anti-legionare, provenind din rețeaua legionară, de a cere votul rechizitoriu regim care tergiversa adevărul și să deschidă procesul.

Către sfârșitul lunii Noiembrie 1940 au început la Jilava lucrările pentru descoperirea mormântului Capitanului.

Cadavrul lui Corneliu Zelea Codreanu, apărut nedesemnat, pus, intact, în tenebrele mormântului cimentat și înecat de vitriol, a fost acuzatorul, iar garda legionară, plătitoare de deținuți, Tribunalul Popular care l-a judecat, condamnat și executat pe loc pentru crimele de înșărcinare de care s'a fărâșat vinovați 64 dintre areștați și asta cu 24 de ore înainte de a fi puși în libertate de Ică Antonescu.

Cum s'a ajuns la tragicele întâmplări în noaptea ridicării lespedii de ciment, ne-o povestește Vasile Postolachi în volumul lui «Desgroparea Capitanului».





«Trăsc și acum clipele acelea și mă înfior. Și vorbește de unul singur cum vorbiam și atunci. Dece-l-ai omorât, mă? Dece? Dece? Așa înșăgerat întreaga istorie viitoare a neamului românesc? Ce v-a făcut acest om? N-ai știut că prin el vorbește însăși istoria românească? Cu ce vești puteai plăti crima aceasta care întunecă lumea, care-l întunecă la față pe însuși Dumnezeu?»

Da. În noaptea aceea la Jilava s'a împlinit voia lui Dumnezeu. Invierea lui Corneliu Codreanu și pedepșirea fulgătoare a călăilor lui. Cel ce cădeau în noaptea aceea sub gloanțe, în cazematele de alăturare ale Jilavei, nu cădeau din vrerea pământeană, ca rezultat al unei urii sau înșetășii de răsunare, ci sub biciul implacabil al destinului, al voiei lui Dumnezeu, pentru a restaura ordinea și respectul dreptății în lume.

Mă gândesc astăzi după 4 ani la toate acestea și văd cele întâmplate acolo, total desprins de evenimente și oameni. Cel ce lovia în cazematele Jilavei, erau numai instrumente ale unei porunci care venia din mormântul Căpitanului. Nimic mai mult. Era o poruncă mare, uriașă, pe care oamenii n'o puteau înconșura, căreia nu i se puteau refuza. Era glasul Căpitanului: «Doresc să fiu răsunat... deoarece sunt convins că în felul acesta veți face un mare bine neamului românesc».

Și în timp ce noi răcim lutul cu degetele, alte brațe mănate de destin ridicau pietrele depe sufletul Căpitanului. Isbiau cu moarte pe călăi...

...Au fost și mai sunt încă oameni (și probabil vor mai fi) cari să ne acuze că i-am împușcat pe călăii Căpitanului, fără a-l judeca. Dar oare deschiderea mormântului dela Jilava n'a fost un proceș? N'a fost cea mai teribilă sentință, care va rămânea în toată istoria românească? Biruința legionarismului în cadrul naționalismului european nu era cea mai formidabilă sentință? Mai era nevoie de formalități?

Pe cel dela Jilava l-a judecat istoria și tot ea l-a pedepsit prin mâna legionarilor, la porunca mormântului care se deschidea în noaptea aceea, pentru a aduce a doua zi, neamului întreg, ridicat cu fruntea spre cer, vestea învierii.

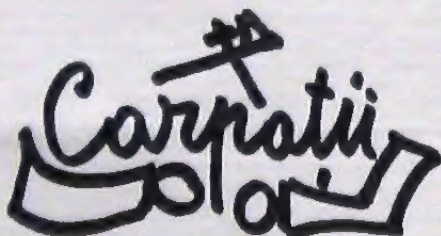
Doamna Lilica scoate din buzunarul hainei Căpitanului carticea de rugăciuni: rugăciunile Sf. Antonie de Padova. Apoi tale haina la piept. La gât stau intacte: săcușorul cu țărană și câteva cruculițe cu chipul Mântuitorului și al Măicii Domnului. Toate sunt intacte, neatinse de umeseală. Însăși trupul Căpitanului e parcă astăzi trecut din viață. Pieptul e bombat, de parcă ar vrea să iasă din haină, iar sub pielea albă se deslășește bine de tot vinele cu sânge roșu. E în adevăr o minune. Căpitanul n'a putrezit. Pe când celelalte trupuri sunt prăbușite, al lui e în-

treg, neîntal în descompunere. Jumătatea de față care n'a fost atinsă de țărană e albă și luminoasă. Ca de om viu. Privim la el cutremurați. Da! Căpitanul a fost un sfânt. El n'a putrezit și nu va putrezi. Am credința nestrămutată că așa se va păstra și de acum încolo, în mormântul dela Casa Verde.»

Au trecut 42 de ani dela tristele întâmplări reamintite mai sus și retrăind toată drama Mișcării Legionare atunci și drama Tării care a urmat, pe care Corneliu Zelea Codreanu a prevestit-o în tot tragișmul ei, constatăm că pe de o parte a existat și continuă să existe o forță diabolică, ocultă, înverșunată în intenția de a distruge sub toate aspectele și sub toate regimurile politice perindate, mișcarea naționalistă a Legiunii Arhanghelului Mihail, împinsă de revoluției spirituale a «Omului Nou», urmată de redresarea morală și națională a Neamului Românesc, iar pe de altă parte o vigoare miraculoasă în rândurile Mișcării Legionare, care cu toate persecuțiile suferite, decimările sângeroase la care a fost supusă, dezertările inerente atâtor ani de sbucium și de sacrificii, supraviețuiește, e viguroasă, tenace în luptă, păstrând intactă credința neștirbită în Căpitan și în victoria finală.

Cândva, poate istoria va deslega enigma complotului urzit împotriva Neamului Românesc, unind voinele de exterminare a legionarismului, a unui rege asasin Carol al II-lea, a lui Armand Călinescu, un estropiat smintit așezat deacurmezișul istoriei Poporului Român, a unui Patriarh senil — Miron Cristea, a lui Nicolae Titulescu, span la chip și suflet, a Prof. Nicolae Iorga, a Măreșalului Ion Antonescu, a Regelui Mihai I — trădătorul, a lui Gheorghiu Dej, executorul poruncilor stalinene.

Pentru ei toți paginile istoriei s'au închis definitiv, pentru Codreanu și Garda lui de Fier, rămân mereu deschise, până la împlinirea minunei Arhanghelului Mihail.



## MEMORIUL

sgduiri violente, este organizarea de alegeri libere în aceste Tări, alegeri cu drept de prezență a tuturor forțelor politice naționale, supraviețuite și controlate de Organizația Națiunilor Unite sau însăși de acest înalt for, imputernicit cu puteri discreționale. Numai atunci siguranța se va înscăuna pe Continent, numai atunci Tările europene vor putea să coopereze și să dea conținut Continentului. Altfel, în actualele condiții politice și economice nesiguranța va crește și însăși viața opresorului poate să fie pusă în primejdie.

Pentru a se ajunge la această soluție salutară pentru destinele Europei, este neapărat necesar să se procedeze la abolirea acordurilor secrete semnate la Teheran și Yalta la sfârșitul celui de-al doilea război mondial. De acolo a început tragedia Europei și de acolo s'a deslășuit pofa nesătioasă a imperialismului sovietic. Aceste acorduri aberante

stau la baza împărțirii Europei în zone de ocupație și în zone de influență. Aceasta este — cauza causerum — a nesiguranței în care se sbate Europa în ultimii 35 de ani. Ele sunt responsabile de convoiul de suferințe, umilințe, privațiuni inimaginabile a popoarelor ce au avut nefericirea să cadă în aria sovietică la rușinoasă împărțea dela Yalta. O rezoluție în acest sens a fost adoptată la Congresul W. A. C. L., ce a avut loc la Geneva în luna Iulie 1980.

Prezentăm acest MEMORANDUM în numele Asociațiilor Românești din Exil, cu speranța că Dumnezeu va lumina mințile și conștiința participanților la această Conferință, pentru a lua decizia salvatoare, aceia de a reda poporului român, precum și celorlalte popoare ce se găsesc în aceeași situație, libertatea și dreptul de ași făuri viața conform voinței lor.

A. D. 1980. Octombrie.

# PAMFIL SEICARU

## NE-A PARASIT

În dimineața zilei de 20 Octombrie 1980, s'a stins la München Dachau marele gazetar, prieten și colaborator al nostru, Pamfil Seicaru.



Inima lui care timp de 85 de ani bătuse la unison cu bucuriile sau tristețile platurilor românești, pe care le menținea vii în sufletul lui, a încetat de a mai bate, considerând poate că cei 65 de ani de frământare gazetărească și scriitoricească pentru a-și apăra Tara și Neamul, erau mai mult decât o datorie împlinită, o mucenicie pe altarul lor.

Pierderea minții lui luminate-biblioteca neestimată — în care rămăseseră perfect catalogate și prezente, cele mai bune și folositoare pagini scrise în lumea întreagă, este o pierdere de neînlocuit și aici în exilul luptător pentru dreptatea cuvenită României și acolo în Tara de departe, pe care o colinda cu gândul și cu vorba oridecâteori ne întâlneam, făcând traseul viitoarelor plimbări pe care urma să le facem împreună deacurmezișul ei, la reîntoarcerea acasă.

Decan și mentor al gazetărismului românesc, Pamfil Seicaru a luptat și cu spada și cu pana, pentru făurirea și menținerea României Mari. Ca tânăr sublocotenent a participat în primul război mondial, în care, faptele de arme înfăptuite pentru împlinirea visurilor seculare de unire a tuturor Românilor i-au adus cea mai mare decorație de război — Mihai Viteazul —, iar după aceea ca gazetar și avocat a realizat ansamblul tipografic pur românesc «Curentul», pe care l'a pus total în slujba apărării intereselor vitale ale Neamului Românesc.

Deputat în parlamentul românesc a fost biciuitor al moravurilor balcanice introduse de politica în viața publică românească, a isbit necruțător în toți cei care greșeau din rea credință față de Neam, fiind în același timp sprijinitorul necondiționat al claselor năpăstuite economic: țăranimea, muncitorimea, învățătorii, micii funcționari.

La atâtea merite a avut o sigură slăbiciune: supărarea lui cu Profesorul Nae Ionescu, pe care conștientându-l cu Mișcarea Legionară, nu a dat importanța cuvenită fenomenului legitim românesc al legionarismului; s'a îndepărtat de el, de tineretul care forțat în convulsii primul război mondial

lupta din răspuneri ca să fortifice și să păstreze ceea ce generația lui Pamfil Seicaru și a părinților lor realizase: — România Mare —. S'a alipit sufletește de el abia târziu, în exilul comun, când drama Tării de la 23 August 1944 l'a adus pe aceeași linie consecventă de luptă anti-comunistă, pe care nu a mai părăsit-o până ce a închis ochii.

A suferit fără murmur privațiunile inerente exilului și mai mult chiar, dar nu s'a plecat și în munca scrisului fără preget, zi de zi, a găsit mângâiere la loviturile vitregiei timpurilor. Maldărul de manuscrise lăstate, dovedesc din plin sbuciumul sufletec al acestui adevărat Român care nu putea rămâne indiferent la drama în care aruncaseră Neamul și Tara, înconștienții și trădătorii de la data fatidică amintită. Stigmatizarea lor, în conștiința generațiilor viitoare, era o obligație morală a oricărui Român din exil, dar a lui, făuritor al României Mari, martor al atâtor sacrificii și jertfe la Mărăști și Mărășești, unde Mausoleul eroilor necunoscuți, ridicat de Pamfil Seicaru, pe cheitula și din îndemnul lui, a dat acoperământ și odihnă veșnică osemintelor atâtor martiri, era o predestinare, pe care el a știut s'o îplinească pentru gloria lor și pentru împăcarea conștiinței lui de camarad.

Pierderea timpurie a tovarășei de viață Constanța Seicaru, l'a copleșit de durere, dar nu l'a înfrânt, ci dimpotrivă l'a îndârjit mai mult spre împlinirea sarcinii ce-și luase față de ea; colaboratoarea credincioasă și realizatoarea miilor de pagini scrise de un vulcan intelectual în erupție, pe care ea le aranja, le bătea la mașină și le pregătea pentru tipărit, de a continua lupta până la capăt. Și așa a făcut. A scris până s'a sfârșit.

Cine n'a avut prilejul să admire la lucru, în exil, această pereche de fanatici ai scrisului în împlinirea misiunii ce și-au asumat de apărători ai românismului, nu poate prețui puterea lor de dăruire românească.

Volumul cuprinzând articolele lui din «Curentul» anului 1944, recent apărut în editura Curentul-ul dela München, rămâne un teribil rechizitoriu contra trădării dela 23 August 1944 și contra partidelor zise istorice, pe care le-a prevenit de noul grei ce se apropiau amenințând destinul Neamului Românesc, consecința «filismelor» lor greșite. Totul inutil. Orbirea și ambițiile au pregătit terenul marelui trădări.

Incontestabil faza exilului petrecut în Spania dela 1945-1974 a fost cea mai prolifică. Probabil că «omenia românească» a spaniolilor, înțelegerea lor pentru drama României sub ciubota comunistă pe care o cunoscuseră și ei în 1936, a contribuit creându-i climatul favorabil activității lui scriitoricești. Sute de articole, pamflete, pagini de istorie, au împărțit românii și streinilor din generațiile ridicate după cel de al doilea război mondial, părerea lui obiectivă asupra evenimentelor întâmplate, farsa democrațiilor occidentale care au vândut Europa de Est, lipsa de scrupule și de viziune politică a lui Churchill, Delano Roosevelt și a politicienilor formați de suprastructura ocultelor care dirijează soarta omenirii împingând-o implacabil spre sclavia judeo-comunistă.

Gazetele «Chemarea» și «Curierul Românesc» din Paris, «Liberty and Justice», realizată și redactată de el în Madrid, «Carpatii» și «El Alcázar» din Spania, «Curentul» din München, stau mărturie și rămân izvor nesecat de informație pentru cercetătorii politici de mâine.



- 37



3



# REDACȚIONALE

Redactorul unei gazete din Tel-Aviv s'a supărat foc că deși exilat nu mi-am uitat Tara și iubesc adevărul; deaceia încerc să lămuresc opinia publică, emigrația românească și oamenii de bună credință, asupra inventatului «Holocaust» a 300.000 de ovrei în România, pe care îl aruncă în spinarea Mișcării Legionare, uitând că la data când se pretinde că a avut loc această abominabilă crimă, legionarii se găseau în închisorile României sau în K. Z-turile germane Buchenwald și Dachau, împreună cu coreligionarii redactorului din Tel-Aviv și că în Istoria milenară a Neamului Românesc, nu s'au cunoscut asemenea barbarii până la epoca Regelui Carol al II-lea — Elena Lupescu, și a Anei Pauker, îndreptate însă contra românilor.

Ca răspuns acestei provocări gratuite, noi ne-am mulțumit să facem doar istoricul crimelor adevărate și mărturisite ale ovreimii împotriva Neamului Românesc, pentru că generațiile tinere să cunoască tristețele întâmplări și să aibă elementele necesare pentru a trage concluziile cuvenite.

Ca de obicei, ovreii, când nu are argumente sau probe contrarii și se mai simte și cu musca pe căciulă, recurge la nerușinate și obraznice joțeli și insulte, care îl exclud din nobila breasă gazetărească.

Vina o au părinții care nu i-au dat educația necesară sau chiar a lui, dacă în viață n'a știut să și-o apropie.

În lume trebuie să te porți cu bunăcuvință.

Cum paginile revistei sunt destinate altor scopuri, mai nobile decât ale unei polemici personale cu trivialitatea unui oarecare, nu mi voi pierde timpul în alte răspunsuri sau replici, disprețuind cum se cuvine înaltele și persona care le-a pronunțat.

TRAIAN POPESCU



## CARPATII

REVISTA CULTURALA SI DE  
ACTIUNE ROMANEASCA IN EXIL

Director-Proprietar:

TRAIAN POPESCU

APARE ODATA LA DOUA LUNI

SUB INDIRIJAREA UNUI COMITET  
DE REDACȚIE

★

Redacția și Administrația:

Calle Conde de Peñalver, 82, 4.ª

Teléf. 402 11 01 - MADRID-6

Correspondența:

Apartado 9 283 - MADRID (España)

★

Abonamente:

Anual ... 30 \$ UBA

De susținere ... 80 \$ UBA

Expeditiunea Avion plus. 10 \$ UBA

## EDITURA CARPATII ANUNTA

Au apărut:

LA GRANDE THRACE, par Prof. A. Boldur, premier volume ...	18 \$ UBA
ISTORIA ROMANILOR DIN DACIA TRAIANA, de A. D. Kenopol, vol. I, II ...	10 \$ UBA
ISTORIA LITERATURII ROMANE, de D. Murărașu, epuizat ...	10 \$ UBA
NATIONALISMUL LUI EMINESCU, de D. Murărașu ...	10 \$ UBA
POVESTI, de Ion Creangă, în fascicule ...	10 \$ UBA
DACIA, de Vasile Pârvan ...	5 \$ UBA
PRECURSORI, de Octavian Goga ...	3 \$ UBA
ISTORIA PARTIDELOR, NATIONAL, TARANESC ȘI NATIONAL-TARANESC, de Pamfil Belcaru, vol. I, II ...	12 \$ UBA
ISTORIA POLITICA ȘI MILITARA A RĂZBOIULUI ROMÂNIEI CONTRA RUSIEI SOVIETICE, de General Platon Chirnoaga ...	10 \$ UBA
KARL MARX: ÎNSEMNĂRI DESPRE ROMÂNI, Texte inedite cu comentarii de Pamfil Belcaru ...	10 \$ UBA
ȘTEFAN CEL MARE, VOIEVOD AL MOLDOVEI, de prof. Alexandru Boldur ...	10 \$ UBA
ISTORIA DACIEI ȘI CONTINUITATEA DACOROMÂNĂ, de General Platon Chirnoaga ...	10 \$ UBA
LE NID, UNITE DE BASE DU MOUVEMENT LEGIONNAIRE, de Faust Brădescu ...	8 \$ UBA
POVESTI FĂRĂ TARĂ, nuvele, de Faust Brădescu, N. Novac și N. B. Govora ...	8 \$ UBA
UNIREA NAȚIONALĂ ÎN COMPLEXUL POLITIC EUROPEAN, de Pamfil Belcaru ...	3 \$ UBA
DICȚIONAR ROMÂN-SPANIOL, de Prof. Ion Protopopescu, rustică, Legat până la ...	6 \$ UBA
CORNELIU ZELEA CODREANU, DOUĂZECI DE ANI DE LA MOARTE, de Gr. Manoliescu, T. Popescu, etc ...	5 \$ UBA
MOTA ȘI MARIN, DOUĂZECI ȘI CINCI DE ANI DE LA MOARTE, de Frat y Bontzo, Marquês de Nantouillet, Blas Piñar, Gr. Manoliescu ...	5 \$ UBA
DUMNEZEU S'A NĂSCUT ÎN EXIL, de Virgiliu Horia ...	12 \$ UBA
RELĂȚIILE ROMÂN-RUȘ, de N. S. Govora, vol. I ...	10 \$ UBA
OSTROVUL LUMINILOR, de O. Vula ...	5 \$ UBA
LA GARDE DE FER ET LE TERRORISME, par Faust Brădescu ...	10 \$ UBA
VACANȚELE DESTINULUI, de Tiberiu Vula ...	5 \$ UBA